



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

*Edition n° 35 du 7 septembre 2012*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

- ☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***
- ☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 7 septembre 2012

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....</b>	<b>1389</b>
<b>SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....</b>	<b>1389</b>
Arrêté du 29 août 2012 portant modification des statuts du Contrat de Rivière Woigot.....	1389
Arrêté du 4 septembre 2012 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Hussigny Godbrange - Année 2013 -.....	1389
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE.....</b>	<b>1389</b>
Arrêté du 3 septembre 2012 portant dissolution du syndicat d'entretien de la vallée de la Vezouze.....	1389
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1390</b>
<b>CABINET.....</b>	<b>1390</b>
Service interministériel de défense et de protection civile.....	1390
Arrêté N° 0147/2012/SIDPC du 23 août 2012 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public.....	1390
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....</b>	<b>1390</b>
Bureau des procédures environnementales.....	1390
Arrêté N° 2012/260 du 30 août 2012 portant création de la commission de suivi du site de la Société Affinage de Lorraine de Gorcy.....	1390
Arrêté N° 2012-518 du 23 août 2012 portant création de la commission de suivi de site - Société SITA France Déchets - Installation de stockage et de traitement de déchets dangereux - de Jeandelaincourt et de Moivrons.....	1392
Arrêté N° 2012-519 du 23 août 2012 portant création de la commission de suivi de site - Société SITA Lorraine à Lesmenils, Mousson et Pont-à-Mousson - Installation de stockage de déchets non dangereux et plate-forme de transit/regroupement/tri de déchets non dangereux.....	1393
Arrêté interpréfectoral du 27 août 2012 relatif à la délimitation de la zone de protection des aires d'alimentation des captages dégradés du plateau de Vicherey-Beuvezin.....	1394
Arrêté du 3 septembre 2012 donnant acte à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de l'Avant-Garde et mettant fin à la police des mines sur cette concession.....	1396
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>1397</b>
Bureau de l'interministérialité.....	1397
Arrêté N° 12.BI.42 du 21 août 2012 accordant délégation de suppléance à M. Luc VILAIN, Sous-Préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle.....	1397
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....</b>	<b>1397</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....</b>	<b>1397</b>
<b>DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....</b>	<b>1397</b>
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-066 en date du 24 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence de l'A330, sens Epinal – Nancy, entre les PR 3+000 et 2+500, dans le cadre des travaux de modification de l'échangeur de Frocourt.....	1397
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-070 en date du 30 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien et de mise en conformité de la signalisation « contresens ».....	1399
Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-071 en date du 29 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réaménagement des aires de Toul-Chaudeney et Toul-Dommartin.....	1400
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>1402</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1402</b>
Etablissements médico-sociaux.....	1402
Décision n° 2012-0498 du 23 juillet 2012 autorisant l'association SSIAD ADMR de Baccarat à étendre d'une place pour personnes handicapées (PH) la capacité du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) des 4 cantons - N° FINESS du service : 54 001 0592.....	1402
Décision n° 2012-0566 du 21 août 2012 modifiant la décision n° 2012-478 du 20 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du Centre de Préorientation - FINESS N° 540 012 465 - 75 boulevard Lobau - 54000 Nancy, géré par l'UGECAM.....	1402
Décision ARS n° 2012-0577 du 28 août 2012 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2012 de dotation globalisée commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle gérés par l'association Jean-Baptiste Thiéry à Maxéville.....	1403
Etablissements de santé.....	1404
Arrêté ARS-DT 54 N° 0946/2012 du 31 août 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables au centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon au 1er juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1404
<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....</b>	<b>1404</b>
Service produits de santé et biologie.....	1404
Arrêté n° 2012-0803 du 27 juillet 2012 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III ».....	1404
Arrêté ARS n° 2012-0925 du 23 août 2012 autorisant le transfert de l'office de pharmacie exploitée par Mr Arnaud GUIOTAT, Centre Commercial Les Tamaris, 355 avenue Pinchard 54000 Nancy, au n° 470 de la même avenue - Licence N° 54#001071.....	1406
Arrêté n° 2012-0929 du 24 août 2012 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical - Société « IPSANTE Domicile » à Maxéville.....	1406
Arrêté n° 2012-0931 du 24 août 2012 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical - Société « IP SANTE Domicile » à Norroy-le-Veneur.....	1407
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>1408</b>
<b>UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>1408</b>
SSRE / DOETH.....	1408
Récépissé de déclaration du 27 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/SIREN 493254957 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1408
Décision SP/2012-02 du 10 août 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne.....	1408
Décision SP/2012-03 du 13 août 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne.....	1409
Récépissé de déclaration du 7 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/487584393 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1409
Récépissé de déclaration du 14 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499365864 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1409
Récépissé de déclaration du 14 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/509589099 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1410
Arrêté SAP/495174641 du 13 août 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Villers-la-Montagne.....	1411
Arrêté SAP/783303233 du 13 août 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Longwy.....	1411
Récépissé de déclaration du 17 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/495174641 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1412
Récépissé de déclaration du 17 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/ 783303233 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1412
Arrêté SAP/382099265 du 10 août 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Mercy-le-Bas.....	1413
Arrêté SAP/487499279 du 10 août 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Seichamps.....	1414
Récépissé de déclaration du 14 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/382099265 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1414
Récépissé de déclaration du 14 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/487499279 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....	1415
Décision du 27 août 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne à Malzéville.....	1416
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>1416</b>
<b>AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....</b>	<b>1416</b>
Unité forêt chasse.....	1416

Arrêté n° 337 du 24 juillet 2012 prononçant une distraction et une application du régime forestier sur le territoire communal de Bayonville-sur-Mad.....	1416
Arrêté n° 338 du 24 juillet 2012 prononçant une distraction du régime forestier sur le territoire communal de Benney.....	1417
Arrêté n° 339 du 24 juillet 2012 prononçant une distraction du régime forestier sur les territoires communaux de Lamath et Mont-sur-Meurthe.....	1417
Arrêté n° 340 du 24 juillet 2012 prononçant une distraction du régime forestier sur le territoire communal de Cirey-sur-Vezouze.....	1418
Arrêté n° 341 du 24 juillet 2012 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de Saint-Maurice-aux-Forges.....	1418
Arrêté n° 343 du 26 juillet 2012 prononçant une distraction et une application du régime forestier sur le territoire communal de Dombasle-sur-Meurthe.....	1419
Arrêté n° 345 du 30 juillet 2012 prononçant une distraction du régime forestier sur le territoire communal de Bionville.....	1419
<b>AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....</b>	<b>1420</b>
Arrêté n° 2012/DDT54/ADUR/006 du 9 août 2012 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation de la Mortagne sur la commune de Gerbéviller.....	1420
<b>ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....</b>	<b>1420</b>
Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-2012-0019 du 27 août 2012 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement.....	1420
Arrêté n° 2012/020 du 21 août 2012 autorisant le tir du Grand Cormoran (Phalacrocorax carbo sinensis) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2012/2013.....	1425
Arrêté n° 2012/021 du 29 août 2012 fixant la liste prévue au IV de l'article L.414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, manifestations et interventions dans le milieu naturel ou le paysage soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000.....	1427
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....</b>	<b>1429</b>
<b>SECRETARIAT DE DIRECTION.....</b>	<b>1429</b>
Ordonnateur secondaire - Subdélégation de signature du 27 août 2012.....	1429
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....</b>	<b>1430</b>
Arrêté n° 12-DDPP-98 de mise sous surveillance d'un chien éventuellement contaminé de rage en date du 5 septembre 2012.....	1430
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>1431</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>1431</b>
<b>DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>1431</b>
Délégation de signature du 20 août 2012.....	1431
<b>MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....</b>	<b>1431</b>
<b>DIRECTION.....</b>	<b>1431</b>
Délégation de signature du 20 août 2012.....	1431
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS.....</b>	<b>1432</b>
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>1432</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....</b>	<b>1432</b>
Avis de concours sur titres en vue de pourvoir un poste de préparateur en pharmacie hospitalière en date du 4 septembre 2012.....	1432

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****Arrêté du 29 août 2012 portant modification des statuts du Contrat de Rivière Woigot**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5214-1 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 1980 portant création du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de PIENNES ;

VU la délibération du 27 mars 2012 du conseil communautaire du Contrat de Rivière Woigot, décidant la modification des statuts du Contrat de Rivière Woigot ;

VU la notification aux communes membres le 18 avril 2012 ;

VU les avis favorables rendus par les conseils municipaux des communes membres, à savoir :

AVRIL (4 juin 2012), LES BAROCHES (14 juin 2012), BETTAINVILLERS (29 mai 2012), BRIEY (31 mai 2012), LANTEFONTAINE (31 mai 2012), MAIRY MAINVILLE (16 juillet 2012), MANCE (5 juin 2012), MANCIEULLES (3 juillet 2012), MONT BONVILLERS (24 mai 2012) et TUCQUEGNIEUX (25 juin 2012) ;

VU les absences de délibérations, valant avis favorable, des autres communes membres ;

VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.27 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L.5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Sont approuvés les nouveaux statuts du Contrat de Rivière Woigot.

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de Briey, le président du Contrat de Rivière Woigot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Briey, le 29 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète,  
Christine BOEHLER

*Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.*

**Arrêté du 4 septembre 2012 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans la commune de Hussigny Godbrange - Année 2013 -**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Electoral, notamment les articles L.13, L.14, L.17 et R.40,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements,

VU l'arrêté préfectoral N° 12.BI.27 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY,

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 avril 2012 fixant le nombre et l'implantation des bureaux de vote dans les communes du Département qui en comportent plusieurs,

VU la demande de Monsieur le maire de HUSSIGNY GODBRANGE en date du 27 août 2012,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de faciliter l'exercice du droit de vote en créant plusieurs bureaux de vote dans certaines communes,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'arrêté préfectoral du 18 avril 2012 est modifié comme suit :

HUSSIGNY GODBRANGE :

Dans 3 bureaux :

- ☐ 1er bureau : Salle des Fêtes Louis Aragon – 5A rue de l'Hôpital
- ☐ 2ème bureau : Salle des Fêtes Louis Aragon – 5A rue de l'Hôpital
- ☐ 3ème bureau : Ecole Jacques Prévert – 25 rue M. Piermantier

**Article 2 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Sous-Préfète de BRIEY, Monsieur le Maire de HUSSIGNY GODBRANGE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et affiché dès réception.

Briey, le 4 septembre 2012

La Sous-Préfète,  
Christine BOEHLER

**SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE****Arrêté du 3 septembre 2012 portant dissolution du syndicat d'entretien de la vallée de la Vezouze**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5212-33 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.23 du 27 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juillet 1997 portant transformation du syndicat intercommunal d'études et de réalisation pour l'aménagement de la vallée de la Vezouze en syndicat intercommunal d'entretien de la vallée de la Vezouze ;

VU la délibération du 11 mai 2011 par laquelle le comité du syndicat d'entretien de la vallée de la Vezouze exprime sa volonté de dissoudre le syndicat ;

VU la lettre de consultation des communes membres du 21 mai 2012;

VU les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes de :

- Blâmont en date du 05 juin 2012 ;
  - Blemerey en date du 06 juin 2012 ;
  - Domèvre sur vezouze en date du 18 juin 2012 ;
  - Domjevin en date du 26 juin 2012 ;
  - Fremonville en date du 07 juin 2012 ;
  - Saint-martin en date du 20 juin 2012 ;
  - Verdenal en date du 05 juin 2012 ;
- la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Lunévillois en date du 28 juin 2012 ;  
approuvant la dissolution ;

CONSIDERANT que la majorité requise par les articles L 5212-33 et suivants du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le syndicat intercommunal d'entretien de la vallée de la Vezouze est dissous.

**Article 2 :** L'intégration des actifs et passifs se fera dans chacun des budgets des collectivités adhérentes, par opération d'ordre non budgétaire, en appliquant la clé de répartition prévue dans les statuts à savoir :

- 55 % en fonction de la longueur des rives ;
- 35 % en fonction du nombre d'habitants ;
- 10 % en fonction du potentiel fiscal de la collectivité ;

**Article 3 :** Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal d'entretien de la vallée de la Vezouze sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 3 septembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Lunéville,  
Alexis ANDRES

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

## PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

### CABINET

#### *Service interministériel de défense et de protection civile*

#### **Arrêté N° 0147/2012/SIDPC du 23 août 2012 portant agrément d'organisme pour la formation du personnel permanent de sécurité incendie des établissements recevant du public**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles R. 122-17, R. 123-11 et R. 123-12, R. 123-31 ;

VU le code du travail, et notamment les articles L. 920-1 à L. 920-13 ;

VU le décret n° 97.1191 du 19 décembre 1997 pris pour l'application au ministère de l'intérieur du 1° de l'article 2 du décret n° 97.34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 18 octobre 1977 modifié, portant règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique, et notamment les articles GH 60, GH 62 et GH 63 ;

VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et notamment les articles MS 46, MS 47 et MS 48 ;

VU l'arrêté du 2 mai 2005 et son arrêté modificatif du 30 décembre 2010 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur ;

VU la demande d'agrément présentée par le GRETA Lorraine Centre à Nancy du 13/08/2012 ;

VU l'avis favorable du directeur départemental des services d'incendie et de secours du 20/08/2012 ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le bénéfice de l'agrément pour assurer la formation aux 1er, 2ème et 3ème degré de qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie et d'aide aux personnes aux établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur est accordé à l'organisme suivant, pour une durée de 5 ans à compter du 23/08/2012 :

- GRETA LORRAINE CENTRE

29, rue des Jardiniers – CS 4218 – 54042 NANCY Cedex.

**Article 2 :** Le préfet du département de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,  
Magali DAVERTON

## DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

### *Bureau des procédures environnementales*

#### **Arrêté N° 2012/260 du 30 août 2012 portant création de la commission de suivi du site de la Société Affinage de Lorraine de Gorcy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 125-2-1, L 511-1, R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

CONSIDÉRANT que les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par la société Affinage de Lorraine, au regard des intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement, justifiant la création d'une commission de suivi de site ;

CONSIDÉRANT que la procédure de consultation pour la désignation des membres de la CSS a été initiée le 27 mars 2012 soit après la publication du décret 2012-189 du 7 février 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRETE

### Article 1er : Création

Il est créé une commission de suivi du site pour les installations exploitées par la société Affinage de Lorraine sur le territoire de la commune de GORCY.

### Article 2 : Composition de la commission

La commission est composée des cinq collèges suivants :

Collège « administrations de l'Etat » :

- Mme la sous-préfète de BRIEY ou son représentant,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ou son représentant,
- M. le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ou son représentant,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours,

Collège « Elus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale » :

- MM. Jacques CLAEYS et Patrick RIZZOLO, 1er et 2ème adjoint au maire de GORCY,
- MM. Henri BOUETTE et René MATHIEU, conseiller municipal et 4ème adjoint au maire de VILLE-HOUDLEMONT,
- M. le maire de COSNES-ET-ROMAIN ou son représentant,
- M. le maire de SAINT-PANCRE ou son représentant,

Collège « exploitant » :

- M. le directeur de la société Affinage de Lorraine ou son représentant,

Collège « riverains et associations de défense de l'environnement » :

- MM. Alexandre BARDELLI, Christian PSZCZOLINSKI et Christian ROUSSEAU de l'association « Mieux Vivre »,
- M. Robert GIOVANARDI représentant de l'association CLCV,
- M. Gaétan SZERFALLA, riverain,
- M. Gilles CORGIAT, riverain,

Collège « salariés » :

- M. Philippe ALLIERI, secrétaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la société Affinage de Lorraine,
- M. Dany RAMENATTE, représentant syndical, membre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et technicien environnement de la société Affinage de Lorraine.

### Article 3 : Présidence

La commission de suivi de site est présidée par la sous-préfète de BRIEY ou son représentant.

### Article 4 : Durée du mandat des membres de la commission

La durée du mandat des membres est de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions par le préfet.

### Article 5 : Missions de la commission et informations à porter à sa connaissance

La commission a pour missions :

- 1° De créer entre les différents représentants des collèges composant la commission un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- 2° De suivre l'activité des installations classées du site, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- 3° De promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

L'exploitant peut par ailleurs présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification de ses installations.

Afin de lui permettre de remplir ses missions, la commission est régulièrement tenue informée :

- 1° Des décisions individuelles dont ces installations font l'objet, en application des dispositions législatives du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- 2° Des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement, et notamment de ceux mentionnés à l'article R. 512-69 du code de l'environnement ;

Sont exclus des éléments à porter à la connaissance de la commission les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance.

### Article 6 : Composition du bureau de la commission

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant de chaque collège.

Les membres de chaque collège désigneront, à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission, leur représentant au sein du bureau. La composition du bureau fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Dans le cas où un membre du bureau cesse ses fonctions, le président fait procéder, dans les mêmes conditions, à la désignation d'un nouveau représentant parmi les membres du collège concerné.

### Article 7 : Règles de fonctionnement

#### 7-1 : Fréquence de réunion de la commission

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

#### 7-2 : Modalités d'organisation et de participation aux réunions de la commission

La commission se réunit sur convocation de son président. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens, y compris par télécopie ou par voie électronique. Il en est de même des documents de travail et des documents établis à l'issue de la réunion.

Sauf urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis 14 jours calendaires avant la date de réunion de la commission.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Avec l'accord du président, les membres peuvent participer à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Le président peut par ailleurs inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

#### 7-3 : Secrétariat

Le secrétariat de la présente commission est assuré par les services de la sous-préfecture de BRIEY.

### Article 8 : Modalités d'information et de participation du public

La commission met régulièrement à disposition du public, éventuellement par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer les modalités d'information du public.  
Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision de la majorité des membres du bureau.

**Article 9 : Dispositions finales**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 30 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-Préfète de Briey,  
Christine BOEHLER

---

**Arrêté N° 2012-518 du 23 août 2012 portant création de la commission de suivi de site - Société SITA France Déchets - Installation de stockage et de traitement de déchets dangereux - de Jeandelaincourt et de Moivrons**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2-1, L 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU les arrêtés préfectoraux modifiés n° 2007-510-1, n° 2007-501-2 et n° 2007-510-3 du 23 mai 2007 autorisant la société SITA France Déchets à poursuivre l'exploitation d'un centre de stockage et de traitement de déchets dangereux sur le territoire des communes de JEANDELAINCOURT et de MOIVRONS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-518 du 14 août 2003 portant création et fixant la composition de la Commission Locale d'Information et de Surveillance, création prorogée par l'arrêté préfectoral n° 2007-510-1 du 23 mai 2007 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-540 du 13 juin 2008 prolongeant la durée d'exploitation du site d'une durée de onze ans soit jusqu'au 5 décembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que les dispositions relatives à la Commission Locale d'Information et de Surveillance mises en place par les arrêtés préfectoraux des 14 août 2003 et 23 mai 2007 sont échues depuis plus de trois ans et qu'il convient de procéder au remplacement de cette Commission Locale d'Information et de Surveillance par la création d'une Commission de Suivi de Site ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Il est créé une Commission de Suivi de Site pour l'installation de stockage et de traitement de déchets dangereux située sur les territoires des communes de JEANDELAINCOURT et de MOIVRONS et exploitée par la société SITA France Déchets.

L'arrêté préfectoral n° 2003-518 du 14 août 2003 portant création de la Commission Locale d'Information et de Surveillance et l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 2007-510-1 du 23 mai 2007 sont abrogés.

**Article 2 :** Composition de la commission

La composition de cette commission, qui devra être renouvelée dans un délai de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté, est la suivante :

Collège des Administrations de l'Etat :

- M. le Préfet ou son représentant,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant,
- M. le Directeur Départemental des Territoires ou son représentant,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou son représentant,

Collège des élus des collectivités territoriales :

- M. le maire de JEANDELAINCOURT ou son représentant,
- M. le maire de MOIVRONS ou son représentant,

Collège des riverains ou des Associations de Protection de l'Environnement :

- M. le président de l'Association Moivrons Environnement ou son représentant,
- M. le président du Groupement des Pêcheurs de Jeandelaincourt ou son représentant,
- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Moivrons ou son représentant,

Collège Exploitant :

- M. le directeur de la société SITA France Déchets ou son représentant,

Collège des salariés protégés des installations :

- M. Mickaël PONCE « élu délégué du personnel »,
- M. Jérôme SOT « élu suppléant au comité d'entreprise ».

**Article 3 :** Présidence de la commission

La commission de suivi de site est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

**Article 4 :** Durée du mandat des membres de la commission

La durée du mandat des membres de la commission est de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Tout membre de la commission qui perd son mandat quel qu'en soit le motif sera remplacé dans les mêmes conditions de désignation que son prédécesseur. Il sera nommé par le préfet pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 5 :** Missions de la commission et informations à porter à sa connaissance

La commission de suivi de site a pour missions :

1° De créer entre les différents représentants des collèges composant la commission un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

2° De suivre l'activité des installations classées du site, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;

3° De promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. du code de l'environnement ;

L'exploitant peut par ailleurs présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification des installations

4° De donner un avis sur l'étude d'impact relative à une procédure d'extension du centre de stockage de déchets, en application de l'article R 512-19 du Code de l'Environnement,

Afin de lui permettre de remplir ses missions, la commission est tenue régulièrement informée :

1° des décisions individuelles dont ces installations font l'objet en application des dispositions législatives du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement ;

2° des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de cette installation, et notamment de ceux mentionnée à l'article R 512-69 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Article 6 :** Composition du bureau de la commission

La commission comporte un bureau composé du préfet, président de la commission, et d'un représentant pour chacun des cinq collèges.

Les membres de chaque collège désigneront, à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission, leur représentant au sein du bureau. La composition du bureau fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Dans le cas où un membre du bureau cesse ses fonctions, le président fait procéder, dans les mêmes conditions, à la désignation d'un nouveau représentant parmi les membres du collège concerné.

**Article 7 :** Règles de fonctionnement

7-1 : Fréquence de réunion de la commission

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

7-2 : Modalités d'organisation et de participation aux réunions de la commission

La commission se réunit sur convocation de son président. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens de transmission, y compris par télécopie ou par voie électronique. Il en est de même des documents de travail et des documents établis à l'issue de la réunion.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres de la commission quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Avec l'accord du président, les membres peuvent participer à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Le président peut par ailleurs inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

7-3 : Secrétariat

Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la Préfecture – Direction de l'Action Locale.

**Article 8 :** Modalités d'information et de participation du public

La commission met régulièrement à la disposition du public, par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer l'information du public.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision de la majorité des membres du bureau.

**Article 9 :** Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

M. le secrétaire général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 23 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté N° 2012-519 du 23 août 2012 portant création de la commission de suivi de site - Société SITA Lorraine à Lesmenils, Mousson et Pont-à-Mousson - Installation de stockage de déchets non dangereux et plate-forme de transit/regroupement/tri de déchets non dangereux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre V du code de l'environnement, notamment ses articles L 125-2-1, L 511-1, et R 125-8-1 à R 125-8-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral n°2004-507-1 du 31 mars 2004 modifié autorisant la société MEURTHE ET MOSELLE SERVICE à exploiter, sur les territoires des communes de LESMENILS, MOUSSON et PONT A MOUSSON, un centre de stockage de déchets non dangereux et une installation de transit, regroupement et tri de déchets issus des collectes sélectives des ménages et de déchets non dangereux des entreprises ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-533 du 27 mars 2007 autorisant la prolongation de la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux jusqu'au 31 décembre 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-511 du 30 avril 2009 portant création de la Commission Locale d'Information et de Surveillance ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-539 du 8 juin 2012 autorisant la société SITA LORRAINE, en lieu et place de la société MEURTHE ET MOSELLE SERVICE, à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux et d'une plate-forme de transit/regroupement/tri de déchets non dangereux sur les territoires des communes de LESMENILS, MOUSSON et PONT A MOUSSON ;

CONSIDÉRANT que les dispositions relatives à la Commission Locale d'Information et de Surveillance mises en place par les arrêtés préfectoraux susvisés sont échues depuis plus de trois ans et qu'il convient de procéder au remplacement de cette Commission Locale d'Information et de Surveillance par la création d'une Commission de Suivi de Site ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Il est créé une Commission de Suivi de Site pour l'installation de stockage de déchets non dangereux et d'une plate-forme de transit/regroupement/tri de déchets non dangereux exploitée par la société SITA LORRAINE sur les territoires des communes de LESMENILS, MOUSSON et de PONT A MOUSSON.

L'arrêté préfectoral n° 2009-511 du 30 avril 2009 portant création de la Commission Locale d'Information et de Surveillance est abrogé.

**Article 2 :** Composition de la commission

La composition de cette commission, qui devra être renouvelée dans un délai de cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté, est la suivante :

Collège des Administrations de l'Etat :

- M. le Préfet ou son représentant,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ou son représentant,
- M. le Directeur Départemental des Territoires ou son représentant,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours ou son représentant,

Collège des élus des collectivités territoriales :

- M. le maire de LESMENILS ou son représentant,
- M. le maire de PONT A MOUSSON ou son représentant,



- M. le maire de MOUSSON ou son représentant,  
- M. le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,  
Collège des riverains ou des Associations de Protection de l'Environnement :  
- M. le président de la Ligue de Protection des Oiseaux ou son représentant,  
- M. le président de l'Association Communale de Chasse Agréée de Lesmenils ou son représentant,  
- M. le président de l'Association Communale de Chasse Agréée de Mousson ou son représentant,  
- Mme la présidente de l'association Sentinelle des Odeurs ou son représentant,  
Collège Exploitant :  
- M. le directeur de la société SITA LORRAINE ou son représentant,  
Collège des salariés protégés de l'installation :  
- M. Philippe MAIRE, délégué du personnel,  
- M. François SATORI, membre du comité d'entreprise.

**Article 3 :** Présidence de la commission

La commission de suivi de site est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

**Article 4 :** Durée du mandat des membres de la commission

La durée du mandat des membres de la commission est de 5 ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Tout membre de la commission qui perd son mandat quel qu'en soit le motif sera remplacé dans les mêmes conditions de désignation que son prédécesseur. Il sera nommé par le préfet pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 5 :** Missions de la commission et informations à porter à sa connaissance

La commission de suivi de site a pour missions :

1° De créer entre les différents représentants des collèges composant la commission un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par l'exploitant en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

2° De suivre l'activité des installations classées du site, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;

3° De promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. du code de l'environnement ;

L'exploitant peut par ailleurs présenter à la commission, en amont de leur réalisation, ses projets de création, d'extension ou de modification des installations ;

4° De donner un avis sur l'étude d'impact relative à une procédure d'extension du centre de stockage de déchets, en application de l'article R 512-19 du Code de l'Environnement.

Afin de lui permettre de remplir ses missions, la commission est tenue régulièrement informée :

1° des décisions individuelles dont ces installations font l'objet en application des dispositions législatives du titre 1er du livre V du Code de l'Environnement ;

2° des incidents ou accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de cette installation, et notamment de ceux mentionnée à l'article R 512-69 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

**Article 6 :** Composition du bureau de la commission

La commission comporte un bureau composé du préfet, président de la commission, et d'un représentant pour chacun des cinq collèges.

Les membres de chaque collège désigneront, à la majorité des membres présents lors de la réunion d'installation de la commission, leur représentant au sein du bureau. La composition du bureau fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Dans le cas où un membre du bureau cesse ses fonctions, le président fait procéder, dans les mêmes conditions, à la désignation d'un nouveau représentant parmi les membres du collège concerné.

**Article 7 :** Règles de fonctionnement

7-1 : Fréquence de réunion de la commission

La commission se réunit au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

7-2 : Modalités d'organisation et de participation aux réunions de la commission

La commission se réunit sur convocation de son président. Cette convocation peut être envoyée par tous moyens de transmission, y compris par télécopie ou par voie électronique. Il en est de même des documents de travail et des documents établis à l'issue de la réunion.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres de la commission quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau.

Avec l'accord du président, les membres peuvent participer à la réunion au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle.

Le président peut par ailleurs inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

7-3 : Secrétariat

Le secrétariat de la commission est assuré par les services de la Préfecture – Direction de l'Action Locale.

**Article 8 :** Modalités d'information et de participation du public

La commission met régulièrement à la disposition du public, par voie électronique, un bilan de ses actions et les thèmes de ses prochains débats.

La commission peut faire toute recommandation en vue d'améliorer l'information du public.

Les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision de la majorité des membres du bureau.

**Article 9 :** Dispositions finales

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

M. le secrétaire général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 23 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté interpréfectoral du 27 août 2012 relatif à la délimitation de la zone de protection des aires d'alimentation des captages dégradés du plateau de Vicherey-Beuvezin**

sources des Puits (03033X0025), de la Rochotte (03033X0017) et de Malin Vezey (03033X0024) sur la commune de Beuvezin,  
sources du Vieux Chemin (03033X0019), du Haut des Plans (03033X0020), Conrottes n°1 (03033X0021), Conrottes n°2 (03033X0031) sur les communes de Grimonviller et Fécocourt,  
source des Brasseries (03032X0012) sur la commune de Tramont-Saint-André,  
réunion des cinq sources de Vicherey : sources Rognot-Lhuillier (03033X0005), Laveau Haut (03033X0013), Laveau Bas (03033X0014), Dureau Petite (03033X0015), Dureau Grosse (03033X0016) sur la commune de Vicherey  
source de la Morley (03032X0006) sur la commune de Soncourt et  
source du Moiré (03033X0023) sur la commune de Tramont-Lassus

La Préfète des Vosges,  
Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,  
VU la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration,  
VU le code de l'environnement, et notamment son article L211-3,  
VU le code rural et notamment ses articles R114-1 à R114-10,  
VU le code de la santé publique, et notamment son article R.1321-7,  
VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et notamment son article 21,  
VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 27,  
VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et notamment son article 107,  
VU le décret n° 2007-882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales,  
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 portant nomination de Monsieur Raphaël BARTOLT en qualité de préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du Président de la République du 29 septembre 2011 portant nomination de Madame Marcelle PIERROT en qualité de préfète des Vosges ;  
VU l'arrêté du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la source de la Rochotte à Beuvezin en date du 17 juin 1980,  
VU l'arrêté du Préfet de Meurthe et Moselle portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection de la source des Brasseries à Tramont-Saint-André en date du 1er août 2005,  
VU l'arrêté du Préfet des Vosges portant sur la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection des sources Laveau haut, Laveau Bas, Dureau Petite, Dureau Grosse, Rognot Lhuillier à Vicherey et de la source de la Morley à Soncourt en date du 16 septembre 2010,  
VU l'arrêté du 11 janvier 2007 du ministère de la santé et de la solidarité, relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,  
VU l'arrêté S.G.A.R. N° 2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Rhin-Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants,  
VU la circulaire du 30 mai 2008 relative à l'application du décret n° 2007- 882 du 14 mai 2007 relatif à certaines zones soumises à contraintes environnementales et modifiant le code rural codifié sous les articles R. 114-1 à R. 114-10,  
VU le courrier DEB – DGPAAT – DGS aux préfets du 26 mai 2009, relatif aux « captages Grenelle ».  
VU les courriers DE/DGS du 18 octobre 2007 et du 28 février 2008 aux préfets de département, relatifs à l'identification et la protection des captages prioritaires,  
VU l'avis de l'hydrogéologue agréé du 29 novembre 1987 relatif à la protection des sources de Vieux chemin, Haut des Plans, Conrottes n°1 et Conrottes n°2 à Grimonviller et Féocourt,  
VU l'avis de l'hydrogéologue agréé du 28 septembre 2005 relatif à la protection des sources des Puits et de Malin Vezey à Beuvezin,  
VU l'avis de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle en date du 25 mai 2012,  
VU l'avis de la Chambre d'Agriculture des Vosges en date du 25 mai 2012,  
VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique de Meurthe-et-Moselle en date du 14 juin 2012,  
VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique des Vosges en date du 19 juin 2012,  
CONSIDÉRANT que la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, transposée par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, a pour objectif l'atteinte du bon état chimique et quantitatif des masses d'eau souterraines, pour 2015,  
CONSIDÉRANT que les sources des Puits et de Malin Vezey sur la commune de Beuvezin, de Rognot-Lhuillier, Laveau Haut, Laveau Bas, Dureau Petite, Dureau Grosse sur la commune de Vicherey, de la Morley sur la commune de Soncourt figurent dans la liste nationale, issue des travaux du Grenelle de l'Environnement, des 507 captages parmi les plus menacés par les pollutions diffuses,  
CONSIDÉRANT que les sources de la Rochotte sur la commune de Beuvezin, du Vieux Chemin, du Haut des Plans, Conrottes n°1, Conrottes n°2 sur les communes de Grimonviller et Féocourt, des Brasseries sur la commune de Tramont-Saint-André figurent dans la liste des captages dégradés au regard des pollutions diffuses définie dans les SDAGE Rhin et Meuse,  
CONSIDÉRANT que l'eau des sources précitées est nécessaire à l'alimentation en eau potable de plus de 14 000 habitants,  
CONSIDÉRANT que les teneurs et l'évolution des teneurs en nitrates et en substances phytosanitaires aux points de surveillance, ont atteint les valeurs références qui doivent conduire à la mise en œuvre d'un plan de mesures pour inverser la tendance, tel que défini dans l'arrêté inter – ministériel du 17 décembre 2008 « établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines » .  
CONSIDÉRANT qu'en vertu des articles précités le Préfet doit définir des zones où il est nécessaire d'assurer la protection quantitative et qualitative des aires d'alimentation de captages d'eaux,  
CONSIDÉRANT que le plateau de Vicherey-Beuvezin constitue un seul ensemble hydrogéologique formé par les calcaires du Bajocien assis sur la formation ferrugineuse de l'Aalénien, ce qui conduit à englober dans l'aire d'alimentation au minimum la totalité des terrains surplombant la couche géologique de l'Aalénien (et, ou, les limites des périmètres de chaque source si ceux-ci englobent des surfaces non comprise dans la zone circonscrite par la limite de l'Aalénien),  
CONSIDÉRANT les récents travaux réalisés en 2009 en vue de la détermination des aires d'alimentation préférentielles des sources précitées qui permettra d'adapter le programme d'action en fonction de la contribution plus ou moins forte des parties de territoires à l'alimentation des sources, allant de mesures fortes telles que la mise en place de zones tampon au droit de zones d'infiltration caractérisées jusqu'à la simple conservation de la situation actuelle si l'influence de la zone est nulle (ou doit simplement être préservée, forêt, pâture, ...),  
CONSIDÉRANT la nécessité d'inclure tous les îlots culturels (et ou parcelles) situés à l'intérieur de la limite de l'aire d'alimentation décrite ci-dessus ainsi que les îlots (et ou parcelles) intersectés par cette limite,  
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges,

#### ARRETEMENT

**Article 1er :** Délimitation de la zone de protection des sources du plateau de Vicherey – Beuvezin (Sources des Puits, de la Rochotte et de Malin Vezey sur la commune de Beuvezin, source du Moiré sur la commune de Tramont-Lassus, sources du Vieux Chemin, du Haut des Plans, Conrottes n°1, Conrottes n°2 sur les communes de Grimonviller et Féocourt, source des Brasseries sur la commune de Tramont-Saint-André, sources Rognot-Lhuillier, Laveau Haut, Laveau Bas, Dureau Petite, Dureau Grosse sur la commune de Vicherey, source de la Morley sur la commune de Soncourt)

Une zone de protection de l'aire d'alimentation de ces sources est délimitée conformément au périmètre fixé sur les documents graphiques figurant en annexe du présent arrêté sur les territoires des communes de Beuvezin, Féocourt, Grimonviller, Tramont-Lassus, Tramont-Emy et Tramont-Saint-André en Meurthe-et-Moselle et Vicherey, Soncourt et Maconcourt dans les Vosges.

La surface totale de la zone de protection est estimée à 1190 hectares dont 1100 ha pour le plateau de Vicherey et 90 ha pour le plateau de Maconcourt.

Les surfaces des différentes aires d'alimentation préférentielles décrites ci-dessus ont été estimées à 59 ha pour la source des Puits, à 129 ha pour la source de la Rochotte, à 80 ha pour la source de Malin Vezey, à 87 ha pour les sources du Vieux Chemin, du Haut des Plans, Conrottes n°1, Conrottes n°2, à 294 ha pour la source des Brasseries, à 101 ha pour la source Rognot-Lhuillier, à 225 ha pour les sources Laveau Haut, Laveau Bas, Dureau Petite, Dureau Grosse, à 190 ha pour la source de la Morley.

**Article 2 :** Diagnostic des pressions polluantes et élaboration d'un programme d'actions

Sur la zone de protection définie à l'article 1, un programme d'actions sera défini conformément aux dispositions de l'article R.114-6 du code rural après examen par le comité de pilotage local chargé de coordonner les études et le plan d'action nécessaires à la protection de cette ressource.

Ce plan d'action fera l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique.

Un comité de pilotage sera mis en place et sera chargé :

- de piloter les études nécessaires au diagnostic des pressions polluantes sur la zone de protection des sources du plateau de Vicherey-Beuvezin,
- d'élaborer et proposer un programme d'actions dans les conditions définies par l'article R 114-6 du code rural,
- de proposer des objectifs en terme de réalisation du programme d'actions.

**Article 3 :** Voies et délais de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

**Article 4 :** Diffusion et exécution

Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les directeurs départementaux des territoires de Meurthe-et-Moselle et des Vosges sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux communes de Beuvezin (54), Férocourt (54), Grimonviller (54), Tramont-Emy (54), Tramont-Lassus (54), Tramont-Saint-André (54), Maconcourt (88), Soncourt (88), et Vicherey(88), ainsi qu'aux syndicats intercommunaux des eaux de Tramont-Lassus (54), Aboncourt-Maconcourt (54), Grimonviller (54) et Vicherey-Aroffe(88) et publié sur le site Internet des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et dont copie sera adressée au :

- directeur général de l'agence régionale de santé, délégations territoriales de Meurthe-et-Moselle et des Vosges,
- directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- directeur de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,
- président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- président du Conseil Général des Vosges,
- président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle,
- président de la Chambre d'Agriculture des Vosges.

Epinal, le 27 août 2012

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Vincent BERTON

Nancy, le 27 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Secrétaire Général absent,  
La Sous-Préfète de Brier, Christine BOEHLER

---

**Arrêté du 3 septembre 2012 donnant acte à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de l'Avant-Garde et mettant fin à la police des mines sur cette concession**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier, notamment ses articles L163-1 à 12 et L174-1 à 12 ;

VU le décret n°2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;

VU le décret impérial en date du 23 mai 1863 instituant la concession des mines de fer de l'Avant-Garde au profit de la société anonyme de Vezin-Aulnoye ;

VU l'arrêté du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n°95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU la vente en date du 29 octobre 1902 de la concession détenue par la société anonyme de Vezin-Aulnoye au profit de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville ;

VU la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en date du 28 mars 2011, enregistrée le 31 mars 2011 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de l'Avant-Garde ;

VU les compléments de dossier déposés par la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville le 9 juin 2011, enregistrés le 14 juin 2011 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le courrier de la préfecture de Meurthe-et-Moselle du 19 août 2011 informant la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville de la recevabilité du dossier ainsi complété à la date du 14 juin 2011 ;

VU les résultats de la consultation réglementaire ;

VU le rapport et l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine en date du 27 juillet 2012 ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle;

**ARRETE**

**Article 1er :** Il est donné acte à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville – SHFM – Bussy-Vecqueville - BP 33 - 52300 Joinville Cedex, de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer de l'Avant-Garde selon les modalités décrites à l'appui de sa déclaration.

**Article 2 :** La surveillance administrative et la police des mines s'appliquant aux travaux miniers et installations minières associées, attachées à la concession de mines de fer de l'Avant-garde prennent fin à compter de la notification du présent arrêté, sous réserve des dispositions de l'article L163-9, alinéa 2, du code minier.

**Article 3 :** Le présent arrêté est susceptible d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé des mines ou d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 5 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat des maires.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville et dont copie est adressée pour information à :

- MM. les Maires des communes de POMPEY et de LIVERDUN ;
- M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le Délégué territorial de l'Agence régionale de Santé ;

- M. le Directeur régional des Affaires culturelles ;  
- M. le Général, commandant la région Terre Nord-Est.  
Nancy, le 3 septembre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

### *Bureau de l'interministérialité*

#### **Arrêté N° 12.BI.42 du 21 août 2012 accordant délégation de suppléance à M. Luc VILAIN, Sous-Préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce et notamment ses articles L751-2 et R751-3 ;  
VU le code de l'urbanisme ;  
VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;  
VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 6 juillet 2011 nommant M. Luc VILAIN en qualité de sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU le décret du président de la République en date du 4 janvier 2012 nommant M. Jean-François RAFFY secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### **ARRETE**

**Article 1er** : M. Luc VILAIN, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, est chargé d'assurer la suppléance du préfet de Meurthe-et-Moselle à la commission départementale d'aménagement commercial. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Luc VILAIN, le secrétaire général de la préfecture assure la suppléance.

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 août 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

#### DIVISION EXPLOITATION DE METZ

#### **Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-066 en date du 24 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence de l'A330, sens Epinal – Nancy, entre les PR 3+000 et 2+500, dans le cadre des travaux de modification de l'échangeur de Frocourt**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;  
VU le code de la route ;  
VU le code de justice administrative ;  
VU le code pénal ;  
VU le code de procédure pénale ;  
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;  
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;  
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;  
VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;  
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;  
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;  
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;  
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;  
VU le dossier d'exploitation en date du 20 août 2012 présenté par le bureau d'études ARCADIS ;  
VU l'information du CISGT « Myrabel » ;  
VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 20 août 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

### ARRETE

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A330	
POINTS REPERES (PR)	PR 3+000 à 2+500	
SENS	Sens 2 (Epinal-Nancy)	
SECTION	Houdemont/Heillecourt	
NATURE DES TRAVAUX	Création sous maîtrise d'ouvrage Communauté Urbaine du Grand Nancy d'une collectrice rejoignant la bretelle d'insertion n°3 (Houdemont-Nancy) de la CUGN.	
PERIODE GLOBALE	Du 29 août 2012 au 30 novembre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence Réduction à 50km/h de la limitation de vitesse de la bretelle d'insertion	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - SCREG	MISE EN PLACE PAR : - SCREG

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 29/08/2012 au 30/11/2012  Date prévisionnelle sous réserve des aléas climatiques et techniques	A330 sens 2 Epinal-Nancy PR3 à 2,500 AK5 au PR3+300  Bretelle d'insertion N°3 de l'A330 sens 2 (Houdemont- Nancy) AK5 à l'entrée de la bretelle	Mise en place de BT4	Neutralisation de la bande d'arrêt d'urgence  Limitation de la vitesse de la bretelle à 50 km/h

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Houdemont ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Houdemont.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG-Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 24 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
L'adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,  
Véronique CARPENTIER

**Arrêté N° 2012-Dir-Est-M-54-070 en date du 30 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'entretien et de mise en conformité de la signalisation «contresens»**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 16 août 2012 présenté par le district de Metz ;

VU l'information du CISGT « Myrabel » ;

VU l'avis du district de Metz en date du 16 août 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	09+000 à 25+000	
SENS	Sens : Metz-Belgique et Belgique-Metz	
SECTION	Entre l'échangeur de Villers-la-Montagne et l'échangeur de Longlerville	
NATURE DES TRAVAUX	Mise en conformité de la signalisation «contre-sens» + travaux d'entretien	
PERIODE GLOBALE	Du 03 septembre au 28 septembre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture diurne de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur ou se déroulent les travaux avec déviation par les échangeurs de part et d'autre de l'échangeur en travaux (½ journée par bretelle).	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 03 septembre au 28 septembre 2012 entre 8h30 et 15h	Sens Metz-Belgique  Bretelle de sortie ou d'entrée de l'échangeur : Villers-la-Montagne, Mexy Pulventeux, Cosnes-et-Romain Mont-St-Martin Centre Mont-St-Martin VAL Longlerville	Fermeture de la bretelle de sortie ou d'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	Une déviation sera mise en place par les échangeurs de part et d'autre des échangeurs en travaux.
2	Du 03 septembre au 28 septembre 2012 entre 8h30 et 15h	Sens Belgique-Metz  Bretelle de sortie ou d'entrée de l'échangeur : Villers-la-Montagne, Mexy Pulventeux, Cosnes-et-Romain Mont-St-Martin Centre Mont-St-Martin VAL Longlerville	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux (½ journée par bretelle) à l'avancement.	

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes : ;

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 30 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC

---

**Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-071 en date du 29 août 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réaménagement des aires de Toul-Chaudeney et Toul-Dommartin**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 09 août 2012 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis de APRR en date du 24 août 2012 ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 13 août 2012 ;

VU l'information du CRICR ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 09 août 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

**ARRETE**

**Article 1er :** Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

**Article 2 :** Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Autoroute A31	
POINTS REPERES (PR)	PR 231,550	
SENS	Strasbourg-Paris	
NATURE DES TRAVAUX	Dépose Passerelle existante	
PERIODE GLOBALE	Nuit du 08 septembre au 09 septembre 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure de l'A31 sens 1 au niveau du PR 231,080 (déviation par bretelle d'accès de l'aire de Toul-Chaudeney) Coupure de l'A31 sens 2 au niveau du PR 232,250 (déviation par la bretelle d'accès de l'aire de Toul-Dommartin)	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR-Est	MISE EN PLACE PAR : - Sotraveer sous surveillance du CEI de Fléville

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR ET SENS	SYSTÈMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 08 au 09 septembre 2012 de 21h00 à 05h00  sous réserve des aléas climatiques ou problèmes techniques	PR 228+500 Sens 1 : Panneau KC1  PR 233+900 Sens 2 : Panneau KC1	Coupure de l'A31 sens 1 au niveau de la bretelle d'accès de l'aire de Toul-Chaudeney au PR 231,080  Coupure de l'A31 sens 2 au niveau de la bretelle d'accès de l'aire de Toul-Dommartin au PR 232,250	Les usagers sont invités à prendre les bretelles d'accès des aires de Toul-Chaudeney et de Toul-Dommartin, de prendre la voirie principale des aires et de reprendre les bretelles de sortie pour accéder à l'A31 direction Nancy pour le sens 1 et Paris pour le sens 2

**Article 4 :** En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 5 :** Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

**Article 6 :** La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

**Article 7 :** Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

**Article 8 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 9 :** Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

**Article 10 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de APRR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 29 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
Philippe LEFRANC



## AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

## DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Etablissements médico-sociaux*

**Décision n° 2012-0498 du 23 juillet 2012 autorisant l'association SSIAD ADMR de Baccarat à étendre d'une place pour personnes handicapées (PH) la capacité du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) des 4 cantons - N° FINESS du service : 54 001 0592**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi hôpital, patients, santé et territoires n° 2009-879 du 21 juillet 2009 ;

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 313-1 à L 313-4 ainsi que les articles R 313-1 à R 313-10 relatifs aux modalités d'autorisation de création, de transformation et d'extension des établissements et des services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté DDASS/SSA n° 2798 du 09 décembre 2005 autorisant l'association ADMR des 4 cantons à étendre la capacité du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées (PA) de Baccarat de 35 à 42 places ;

VU l'arrêté préfectoral de Meurthe-et-Moselle n° 884 du 04 août 2009 autorisant l'association SSIAD ADMR de Baccarat à étendre de 5 places pour personnes handicapées la capacité du service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) des 4 cantons portant la capacité totale de 42 à 47 places ;

VU l'arrêté DG ARS n° 2011-570 du 28 décembre 2011 autorisant l'extension à titre expérimental de 10 places « soins d'accompagnement et de réhabilitation » du SSIAD géré par l'association « SSIAD des 4 cantons » de Baccarat portant sa capacité totale à 57 places (52 places PA et 5 places PH) ;

CONSIDERANT que l'activité réalisée par le SSIAD ADMR de Baccarat est supérieure à l'agrément autorisé ;

CONSIDERANT le besoin pour la population ;

CONSIDERANT que le coût de fonctionnement est compatible avec la dotation régionale limitative 2012 de l'ARS Lorraine ;

SUR PROPOSITION du délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine ;

**D E C I D E**

**Article 1er :** Le SSIAD ADMR des 4 cantons situé 11 bis, rue des Moulins - 54120 BACCARAT, est autorisé à augmenter d'une place sa capacité.

Après la réalisation de cette opération, la capacité totale du SSIAD ADMR de Baccarat sera ainsi portée à 58 places.

Catégorie d'établissement	Disciplines	Modes de fonctionnement	Catégories de clientèle	Nombre de places
354 – Service de soins infirmiers à domicile (SSIAD)	357 – Activité soins d'accompagnement et de réhabilitation Sexe : mixte Age : Adultes	16 – prestation en milieu ordinaire	436 – personnes Alzheimer ou maladies apparentées	10
	358 – Soins infirmiers à domicile Sexe : mixte Age : Adultes		010 – tous types de déficience personnes handicapées (SAI)	6
			700 – personnes âgées (SAI)	42

**Article 2 :** Cette autorisation est accordée pour une durée de quinze ans à compter du 03 janvier 2002 (loi 2002-2 du 02 janvier 2002 ; art L312-8).

**Article 3 :** Cette place est autorisée à être installée à compter du 01 juillet 2012.

**Article 4 :** Les nouvelles caractéristiques de ce service devront être répertoriées dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux.

**Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois suivant sa notification ou sa publication devant le tribunal administratif de Nancy situé : 5, place Carrière - 54036 NANCY.

**Article 6 :** Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juillet 2012

Le Directeur Général,  
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

**Décision n° 2012-0566 du 21 août 2012 modifiant la décision n° 2012-478 du 20 juillet 2012 fixant la dotation globale de soins pour l'année 2012 du Centre de Préorientation - FINESS N° 540 012 465 - 75 boulevard Lobau - 54000 Nancy, géré par l'UGECAM**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 « de financement de la sécurité sociale pour 2012 » publiée au journal officiel du 22 décembre 2011 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 publié au journal officiel du 29 avril 2012 pris en application de l'article L.314.3 du code de l'action sociale et des familles fixant, pour l'année 2012 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 27 avril 2012 publiée au journal officiel du 12 mai 2012 prise en application des articles L314-3 et R314-36 du code de l'action sociale et des familles, fixant pour l'année 2012 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU l'arrêté n° 2012-0594 du 5 juin 2012 accordant délégation de signature à Monsieur Jean François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 12 octobre 1989 autorisant la création d'un Centre de Préorientation et UEROS, sis 51 avenue de la Libération – 54840 GONDREVILLE et géré par l'UGECAM ;  
VU la décision N° 2012-478 du 20 juillet 2012 ;  
CONSIDERANT la transmission des propositions budgétaires et de ses annexes en date du 21 octobre 2011 par la personne ayant qualité pour représenter le Centre de Préorientation et l'UEROS- FINESS n° 540012465 pour l'exercice 2012 ;  
CONSIDERANT l'absence de réponse de l'établissement lors de la phase contradictoire ;

#### DECIDE

**Article 1er :** L'article 2 de la décision N° 2012-478 susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

"En application de l'ordonnance du 1er décembre 2005 [...] visant à régler la non-rétroactivité des tarifs annuels, la nouvelle tarification des prestations à compter du 1er juillet 2012 est fixée comme suit :

Prix de journée moyen :

Internat – Préorientation : 216,19 €"

**Article 2 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 5 place Carrière - 54036 NANCY Cedex dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 3 :** Monsieur le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé de Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'UGECAM pour le Centre de Préorientation - FINESS n° 540012465.

Nancy, le 21 août 2012

Le Directeur Général,

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

#### Décision ARS n° 2012-0577 du 28 août 2012 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2012 de dotation globalisée commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle gérés par l'association Jean-Baptiste Thiéry à Maxéville

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010 ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publiée au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre les Préfets de Meuse et de Meurthe-et-Moselle et l'association Jean Baptiste Thiéry de Maxéville conclu le 5 décembre 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-653 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2010 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle géré par l'association Jean Baptiste Thiéry ;

VU la lettre de la CPAM de Nancy en date du 21 juin 2004 fixant le tarif "soir-nuit" de la Maison d'Accueil Spécialisée de Maxéville ;

VU l'avenant n°1-2010 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;

VU l'avenant n°2-2011 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;

#### DECIDE

**Article 1er :** pour l'exercice budgétaire 2012, la Dotation Globale Commune (DGC) allouée à l'association JB Thiéry est fixée à **20.312.300,31 €** et se répartit entre les différents établissements comme suit :

L'IME (N° Finess : 540013547) : 6.546.343,44 €

L'E.E.P. (N° Finess : 540013604) : 5.907.237,91 €

Le Sessad de l'E.E.P. (N° Finess : 540002177) : 122.519,73 €

La MAS de Maxéville (N° Finess : 540013364) : 4.070.007,67 €

La MAS de Commercy (N° Finess : 550001028) : 3.941.248,97 €

**Article 2 :** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, la DGC sera versée à l'association JB Thiéry par fractions forfaitaires égales au douzième de ce montant soit : 1.715.613,14 €.

**Article 3 :** les tarifs journaliers opposables entre régimes d'assurance maladie sont fixés à :

□ L'IME :

- en internat : 319,97 €

- en semi-internat : 173,68 €

□ L'EEP :

- en internat : 386,12 €

- en semi-internat : 372,25 €

□ La MAS de MAXEVILLE :

- en internat permanent ou temporaire : 274,59 €

- en accueil de jour : 176,96 €

□ La MAS de COMMERCY :

- en internat permanent ou temporaire : 237,96 €

- en accueil de jour : 171,36 €

**Article 4 :** Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

**Article 5 :** Une copie de la présente décision sera notifiée au Président de l'association Jean Baptiste Thiéry.

**Article 6 :** En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du CASF, les tarifs fixés dans la présente décision seront publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

**Article 7 :** Monsieur le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'association JB Thiéry
  - Madame la Déléguée Territoriale de Meuse de l'ARS Lorraine
  - Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle – DISAS
  - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy
  - Monsieur le Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole
  - Madame la Directrice de la Caisse de Mutuelle de la Fonction Publique
  - Madame la Directrice de la CARSAT
- Nancy, le 28 août 2012

Le Directeur Général,  
Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe ROMAC

---

### *Etablissements de santé*

**Arrêté ARS-DT 54 N° 0946/2012 du 31 août 2012 portant fixation des tarifs de prestations applicables au centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon au 1er juillet 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;  
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;  
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;  
VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU la loi n°2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;  
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;  
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;  
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;  
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;  
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012, les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;  
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012, relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;  
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012, relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;  
VU l'arrêté ARS/DT 54 N°0393/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON pour l'exercice 2012 ;  
VU l'arrêté ARS-DT 54 N°0712/2012 du 11 juillet 2012, fixant les tarifs de prestations applicables au centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON à compter du 1er juillet 2012 ;

### **ARRETE**

**Article 1er :** l'arrêté ARS-DT 54 N° 0712/2012 du 11 juillet 2012 susvisé est rapporté ;

**Article 2 :** A partir du 1er juillet 2012 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

- Hospitalisation complète
  - 35 : SSR non spécialisé 425.00 €
  - 36 : SSR avec mention(s) spécialisée(s) 425.00 €
- Hospitalisation de jour
  - 58 : SSR avec mention(s) spécialisée(s) (journée) 326.00 €
  - 59 : soins externes de réadaptation (séance) 78.00 €
- 70 : Hospitalisation à domicile 185.15 €

**Article 3 :** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

**Article 4 :** Le délégué territorial de Meurthe et Moselle et le directeur du centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,  
Le Délégué Territorial,  
Philippe ROMAC

---

## **DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE**

### *Service produits de santé et biologie*

**Arrêté n° 2012-0803 du 27 juillet 2012 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III »**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU Le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1114-1, L.1123-1 à L.1123-3, L.1123-14, R.1123-4 à R.1123-10 et R.1123-18 ;  
VU L'arrêté ministériel du 31 mai 2012 portant renouvellement de l'agrément des Comités de Protection des Personnes « Est-I », « Est-II », « Est-III » et « Est-IV » au sein de l'interrégion de recherche clinique « Est » ;  
VU L'arrêté du 13 janvier 2010 fixant le règlement intérieur type devant être adopté par les comités de protection des personnes ;

VU L'arrêté du 23 janvier 2009 relatif au montant des indemnités susceptibles d'être allouées aux membres du comité de protection des personnes, aux experts et aux spécialistes appelés à participer aux travaux du comité ;  
VU Le décret du 31 mars 2010 (art 5) tirant les conséquences au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
VU La circulaire DGS/SD/2006/259 du 15 juin 2006 relative à la mise en place des Comités de Protection des Personnes ;  
VU La circulaire DGS/SD1B/2006/124 du 10 mars 2006 relative à l'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ;  
CONSIDÉRANT les candidatures examinées suite aux appels à candidatures lancés le 27 juin 2012 ;

#### ARRETE

**Article 1er :** La composition du Comité de Protection des Personnes « Est-III » sis Hôpital de Brabois – rue du Morvan – 54511 Vandoeuvre Les Nancy Cedex est modifiée comme suit :

*Premier collège :*

I - Pour les personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche biomédicale dont au moins deux médecins et une personne qualifiée en raison de sa compétence en matière de bio statistique ou d'épidémiologie :

- Membres titulaires :
  - \* M. BEAU Didier
  - \* M. PERRIN Philippe
  - \* M. PETON Patrick
  - \* Mme LUPORSI Elisabeth
- Membres suppléants :
  - \* Mme LOOS AYAV Carole
  - \* M. SCHWEITZER Gérard
  - \* Mme GILLON Véronique
  - \* à pourvoir

II - Pour les médecins généralistes :

- Membre titulaire :
  - \* à pourvoir
- Membre suppléant :
  - \* Mme CARAYON Isabelle

III - Pour les pharmaciens hospitaliers :

- Membre titulaire :
  - \* M. BUREAU Alain
- Membre suppléant :
  - \* Mlle RAFFY Françoise Marie

IV - Pour les infirmiers :

- Membre titulaire :
  - \* M. PFEIFFER Guillaume
- Membre suppléant :
  - \* Mme GAUDRON Mireille

*Deuxième collège :*

V - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthiques :

- Membre titulaire :
  - \* Mme CONTET-AUDONNEAU Nelly
- Membre suppléant :
  - \* à pourvoir

VI - Pour les travailleurs sociaux :

- Membre titulaire :
  - \* à pourvoir
- Membre suppléant :
  - \* à pourvoir

VII - Pour les psychologues :

- Membre titulaire :
  - \* Mme BATT Martine
- Membre suppléant :
  - \* M. LANFROY Rénald

VIII - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique :

- Membres titulaires :
  - \* Mme TOUSSAINT Sabine
  - \* M. VAUTHIER Jean-Philippe
- Membres suppléants :
  - \* Mme CARMAGNANI Déborah
  - \* à pourvoir

IX - Pour les représentants des associations agréées de malades et d'usagers du système de santé :

- Membres titulaires :
  - \* M. VIDAL Pierre
  - \* M. PETIT Jean-Louis
- Membres suppléants :
  - \* Mme BOUTET Monique
  - \* Mme FANCOIS Maud

**Article 2 :** Les membres dudit comité sont nommés jusqu'au terme de son agrément, soit le 19 juin 2018.

**Article 3 :** Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des Préfectures de Meurthe et Moselle et de Lorraine.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

**Arrêté ARS n° 2012-0925 du 23 août 2012 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie exploitée par Mr Arnaud GUIOTAT, Centre Commercial Les Tamaris, 355 avenue Pinchard 54000 Nancy, au n° 470 de la même avenue - Licence N°54#001071**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;  
VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;  
VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;  
VU l'arrêté préfectoral en date du 18 novembre 1965, portant l'octroi de la licence n°320 pour l'exploitation d'une officine de pharmacie sise dans le centre commercial n° 2 du Haut du Lièvre 54000 Nancy ;  
VU la déclaration d'exploitation par M Arnaud GUIOTAT, sous forme de SELEURL « Les Chardons » de l'officine de pharmacie « Le Tilleul » sise centre commercial Les Tamaris 355 avenue Pinchard à Nancy enregistrée le 11 février 2005 sous le n° 1179 ;  
CONSIDERANT la demande présentée le 20 janvier 2012 par Monsieur Arnaud GUIOTAT, Docteur en Pharmacie, en vue de transférer son officine du centre commercial Les Tamaris, 355 avenue Pinchard à Nancy, au numéro 470 de la même avenue, reconnue complète après transmission d'éléments complémentaires le 11 mai 2012 ;  
CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :  
- l'avis favorable émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 5 juin 2012 ;  
- l'avis favorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 5 juillet 2012 ;  
- l'avis favorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 19 juillet 2012 ;  
- l'avis favorable émis par l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine en date du 5 juillet 2012  
- l'absence d'avis de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine sollicitée par courrier du 16 mai 2012 ;  
CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies dans le respect des remarques émises ;  
CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Nancy où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 106 318 habitants selon le recensement de la population légale en 2009 entré en vigueur le 1er janvier 2012 ;  
CONSIDERANT que, conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;  
CONSIDERANT que 44 officines sont installées sur la commune de Nancy; et que deux d'entre elles sont situées dans ce quartier anciennement dénommé Haut-du-Lièvre ;  
CONSIDERANT que Monsieur GUIOTAT fait l'objet d'une procédure d'expropriation des locaux occupés actuellement par son officine dans le cadre du réaménagement du quartier renommé plateau de Haye ;  
CONSIDERANT que le lieu proposé est distant de 130 mètres du lieu d'origine, et que des accès piétonniers sont aménagés ;  
CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;  
CONSIDERANT par conséquent que l'emplacement permettra de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier ;  
CONSIDERANT que ce transfert dans des locaux plus vastes devrait permettre une amélioration de l'exercice professionnel et du service rendu à la population ;

**ARRETE**

**Article 1er** : La demande de licence présentée par Monsieur Arnaud GUIOTAT, en vue de transférer son officine au numéro 470 de l'avenue Pinchard à Nancy est accordée.

**Article 2** : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°54#001071.

**Article 3** : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé uniquement en cas de force majeure.

**Article 4** : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente autorisation devra être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

**Article 5** : La licence n°320 octroyée en date du 18 novembre 1965 sera caduque dès la date effective du transfert.

**Article 6** : L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constaté par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

**Article 7** : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

**Article 8** : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

**Article 9** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Arnaud GUIOTAT et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
  - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
  - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
  - Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
  - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la Région Lorraine et de Meurthe et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVEISE

**Arrêté n° 2012-0929 du 24 août 2012 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical - Société « IPSANTE Domicile » à Maxéville**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment l'article L. 4211-5 ;  
VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux Bonnes Pratiques de Dispensation à domicile de l'Oxygène à Usage Médical ;  
VU la circulaire n° DGS/SD3A/2001/234 du 25 mai 2001 relative aux autorisations préfectorales accordées à des personnes morales en vue de la dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;  
VU l'arrêté du 12 juin 2006 autorisant de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical, la Société AUXILIA MEDICAL depuis son siège social sis à Maxéville ;

CONSIDÉRANT le dossier de demande présenté 18 octobre 2011 par la société « IPSANTE Domicile », complété en date du 15 juin 2012, du 26 juillet et du 13 août 2012, actant :

- la fusion de la société « Auxilia Médical » avec la société « IPSANTE Domicile » et le changement de la dénomination sociale de la société en « IPSANTE Domicile », à compter du 29 septembre 2011,
  - le déplacement depuis le 6 avril 2012 du siège social sis ZAC Saint-Jacques II – 5 rue Albert Einstein - 54320 Maxéville au 16 rue Montbrillant - Buroparc Rive Gauche – 69003 LYON,
  - le remplacement en date du 11 octobre 2011 de M. Thierry ALIOTTE par M. Louis CHAMPION, nommé Président Directeur Général,
  - le remplacement de Mme Bénédicte DELAVEAU par Mme Annick CHATELET pour les fonctions de pharmacien adjoint du site de Maxéville ;
- CONSIDÉRANT l'avis rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique dans son rapport en date du 23 août 2012 ;
- CONSIDÉRANT l'avis rendu par le Conseil Central de la section D de l'Ordre National des pharmaciens en date du 12 mars 2012 ;

#### ARRETE

**Article 1er** : A compter de la date du présent arrêté, est abrogé l'arrêté du 12 juin 2006 autorisant de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical, la Société AUXILIA MEDICAL depuis son siège social sis à Maxéville.

**Article 2** : A compter de cette même date, la Société « IPSANTE Domicile » est autorisée à dispenser à domicile de l'oxygène médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société par Actions Simplifiée

Siège social : 16 rue Montbrillant- Buroparc Rive Gauche – 69003 LYON

Site de rattachement : ZAC Saint Jacques II – 5 rue Albert EINSTEIN – 54 320 MAXEVILLE

Pharmacien responsable : Mme Noëlle THERIN

Pharmaciens adjoints : Mme Annick CHATELET (0.3 ETP)

Mme Stéphanie GUERQUIN (0.2 ETP)

Aire géographique desservie : Lorraine : Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Moselle (57), Vosges (88) ;

Champagne Ardenne : Marne (51), Haute-Marne (52), Ardennes (08), Aube (10) ;

Franche-Comté : Haute-Saône (70) ;

Alsace : Bas-Rhin (67).

**Article 3** : Les activités de ces sites doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical.

**Article 4** : Toute modification des éléments figurant dans la présente autorisation doit donner lieu à déclaration au Directeur Général de l'ARS Lorraine.

**Article 5** : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

**Article 6** : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique.

- devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication aux recueils des actes administratifs pour les autres personnes.

**Article 7** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société « IP SANTE DOMICILE » et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la Section D) ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Champagne Ardenne ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Franche Comté ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Alsace ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meuse ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Vosges ;

et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, de Meurthe et Moselle, de la Meuse, des Vosges et de la Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Jean François BENEVEISE

#### Arrêté n° 2012-0931 du 24 août 2012 portant autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical - Société « IP SANTE Domicile » à Norroy-le-Veneur

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique, et notamment l'article L. 4211-5 ;

VU l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux Bonnes Pratiques de Dispensation à domicile de l'Oxygène à Usage Médical ;

VU l'arrêté n°2007-1392 du 14 août 2007 autorisant de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical, la Société AUXILIA MEDICAL depuis son site de rattachement sis à Norroy-le Veneur ;

VU la circulaire n° DGS/SD3A/2001/234 du 25 mai 2001 relative aux autorisations préfectorales accordées à des personnes morales en vue de la dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

CONSIDÉRANT le dossier de demande présenté 18 octobre 2011 par la société « IPSANTE Domicile », complété en date du 15 juin 2012, du 26 juillet et du 13 août 2012, actant :

- la fusion de la société « Auxilia Médical » avec la société « IPSANTE Domicile » et le changement de la dénomination sociale de la société en « IPSANTE Domicile », à compter du 29 septembre 2011,

- le déplacement depuis le 6 avril 2012, du siège social, sis ZAC Saint-Jacques II – 5 rue Albert Einstein 54320 Maxéville au 16 rue Montbrillant- Buroparc Rive Gauche – 69003 LYON.

- le remplacement en date du 11 octobre 2011 de M. Thierry ALIOTTE par M. Louis CHAMPION nommé Président Directeur Général,

- la nomination de Mme Annick CHATELET en qualité de pharmacien responsable du site de rattachement de Norroy le Veneur ;

CONSIDÉRANT l'avis rendu par le Pharmacien Inspecteur de Santé Publique dans son rapport en date du 23 août 2012 ;

Considérant l'avis rendu par le Conseil Central de la section D de l'Ordre National des Pharmaciens en date du 12 mars 2012 ;

#### ARRETE

**Article 1er** : A compter de la date du présent arrêté, est abrogé l'arrêté n°2007-1392 du 14 août 2007 autorisant de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical, la Société AUXILIA MEDICAL depuis son site de rattachement sis à Norroy-le Veneur.

**Article 2** : A compter de cette même date, la Société « IPSANTE Domicile » est autorisée à dispenser à domicile de l'oxygène médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : Société par Actions Simplifiée

Siège social : 16 rue Montbrillant- Buroparc Rive Gauche – 69003 LYON

Site de rattachement : 17 rue du Grand Pré - ZAC Euromoselle - 57140 Noroy le Veneur

Pharmacien responsable : Mme Annick CHATELET (0.4 ETP)

Aire géographique desservie : Lorraine : Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Moselle (57) ;  
Champagne Ardenne : Marne (51), Ardennes (08)

**Article 3** : Les activités de ces sites doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical.

**Article 4** : Toute modification des éléments figurant dans la présente autorisation doit donner lieu à déclaration au Directeur Général de l'ARS Lorraine.

**Article 5** : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation.

**Article 6** : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

- auprès du Ministre des Affaires Sociales et de la Santé – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique.

- devant le Tribunal Administratif compétent - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication aux recueils des actes administratifs pour les autres personnes.

**Article 7** : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société « IP SANTE DOMICILE » et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la Section D) ;

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Champagne Ardenne ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle ;

et inséré au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, de la Meurthe et Moselle, de la Meuse et de la Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,  
Jean-François BENEVISE

## DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

### UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

#### SSRE / DOETH

**Récépissé de déclaration du 27 juillet 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/SIREN 493254957 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

#### CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 06/06/2012 par Monsieur SOBOLICK Hervé, responsable de l'EURL ART PAYSAGE, sise 66 rue Pasteur, 54150 ANOUX,

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de Hervé SOBOLICK, ART PAYSAGE, sous le n° SAP/ 493254957.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par l'Eurl ART PAYSAGE est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 27/07/2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 27 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Philippe SOLD

#### Décision SP/2012-02 du 10 août 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU le courrier du 26/07/2012 de MM. Mickaël LHUILLIER et Philippe SCHERER, informant du changement de statut juridique de l'association Planète Nature, sise 29 rue Saint-Don à Dombasle-sur-Meurthe, agréée simple le 26 août 2009 et devenue le 1er juillet 2012 une société créée de fait entre personnes physiques (STEF),  
CONSIDERANT que l'agrément simple N/26-08-09/A/054/S/039 délivré le 26 août 2009 n'est pas compatible avec le statut d'entreprise,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**D E C I D E**

**Article unique** : L'agrément simple N/26-08-09/A/054/S/039 délivré le 26 août 2009 à l'association Planète Nature, sise 29 rue Saint-Don à Dombasle-sur-Meurthe, est retiré.  
Nancy, le 10 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Décision SP/2012-03 du 13 août 2012 portant retrait d'agrément d'un organisme de services à la personne**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,  
VU le courrier du 06/08/2012 de M. Marc MEYER, gérant de l'entreprise individuelle MEYER Marc (SM services), sise bâtiment Fidelio au 439 route de Messein à Ludres (54710), demandant le retrait de l'agrément pour poursuite de son activité hors du champ des services à la personne,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**D E C I D E**

**Article unique** : L'agrément simple N/230508/F/054/S/022 délivré le 23 mai 2008 à l'entreprise individuelle MEYER Marc (SIREN n° 503840357), sise bâtiment Fidelio au 439 route de Messein à Ludres, est retiré.  
Nancy, le 13 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Récépissé de déclaration du 7 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/487584393 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 26 juillet 2012 par la société créée de fait entre personnes physiques (STEF) Planète Nature, sise 29 rue Saint Don à Dombasle-sur-Meurthe.

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la STEF Planète Nature, sous le n° SAP/487584393.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

L'activité déclarée par la STEF Planète Nature est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Prestations de petit bricolage dites « homme toutes mains » ;

- Petits travaux de jardinage.

Cette activité exercée par le déclarant, sous réserve d'être exercée à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvre droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 1er juillet 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 7 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle emploi,  
Raymond DAVID

---

**Récépissé de déclaration du 14 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/499365864 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,



VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 10 juillet 2012 par la SARL Services Adom' (Hôm'Services), sise 48 bis rue de Longefond à Malzéville (54220).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL Services Adom', sous le n° SAP/499365864,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL Services Adom' sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 14 août 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 14 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle emploi,  
Raymond DAVID

---

**Récépissé de déclaration du 14 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/509589099 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 24 avril 2012 par la SARL London Music, sise 73 rue Isabey à Nancy (54000).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL London Music, sous le n° SAP/509589099,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par la SARL London Music sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Soutien scolaire à domicile ;
- Cours à domicile.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 26 juin 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 14 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle emploi,  
Raymond DAVID

**Arrêté SAP/495174641 du 13 août 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Villers-la-Montagne**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,  
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,  
VU l'agrément qualité N° R/29-08-07/F/054/Q/062 délivré le 29 août 2007 à la SARL A2micile Thionville-Longwy, sise 74 rue Émile Curicque à Villers-la-Montagne (54920),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 7 mai 2012,  
VU le certificat n°5281 multi-sites SGS Qualicert du 1er avril 2011,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément de la SARL A2micile Thionville-Longwy, sise 74 rue Émile Curicque à Villers-la-Montagne, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 29 août 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2** : La SARL A2micile Thionville-Longwy est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements.

Mode d'intervention : prestataire.

**Article 3** : Sous peine de retrait de cet agrément, si la SARL A2micile Thionville-Longwy envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4** : Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5** : Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6** : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

**Arrêté SAP/783303233 du 13 août 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Longwy**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,  
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,  
VU l'agrément qualité N° R/29-05-07/A/054/Q/038 délivré le 29 mai 2007 à l'Association De l'Aide et des services aux domiciles des Personnes Âgées et Handicapées du Nord Meurthe-et-Moselle (ADAPAH Nord 54), sise 4 ter rue Alfred Mézières à Longwy (54400),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 17 février 2012,  
VU l'arrêté n°2006-DISAS-430-PA/PH modifié du Président du Conseil général régularisant l'autorisation de création du service prestataire d'aide à domicile de l'association d'Aide aux Personnes Âgées du Pays-Haut, en date du 12 décembre 2006,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er** : L'agrément de l'Association De l'Aide et des services aux domiciles des Personnes Âgées et Handicapées du Nord Meurthe-et-Moselle (ADAPAH Nord 54), sise 4 ter rue Alfred Mézières à Longwy, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 29 mai 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2** : L'association ADAPAH Nord 54 est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : prestataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'association ADAPAH Nord 54 envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Récépissé de déclaration du 17 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/495174641 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 7 mai 2012 par la SARL A2micile Thionville-Longwy, sise 74 rue Emile Curicque à Villers-la-Montagne (54920).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL A2micile Thionville-Longwy, sous le n° SAP/495174641,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par la SARL A2micile Thionville-Longwy sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile ;
- Garde d'enfants à domicile, en dessous d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de l'emploi et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de moins de trois ans dans leurs déplacements.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 29 août 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 17 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle emploi,  
Raymond DAVID

---

**Récépissé de déclaration du 17 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/ 783303233 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

#### CONSTATE,

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 17 février 2012 par l'Association De l'Aide et des services aux domiciles des Personnes Âgées et Handicapées du Nord Meurthe-et-Moselle (ADAPAH Nord 54), sise 4 ter rue Alfred Mézières à Longwy.  
Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'ADAPAH Nord 54, sous le n° SAP/783303233,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées par l'ADAPAH Nord 54 sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 29 mai 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 17 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle emploi,  
Raymond DAVID

#### **Arrêté SAP/382099265 du 10 août 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Mercy-le-Bas**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,  
VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,  
VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,  
VU l'agrément qualité N° N/29-08-07/A/054/Q/063 délivré le 29 août 2007 à l'association Vivre Ensemble, sise 11 rue des tilleuls à Mercy-le-Bas (54960),  
VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 17 avril 2012 et complétée le 5 mai 2012,  
VU l'avis favorable émis par le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle au renouvellement de l'agrément de l'association Vivre Ensemble pour les activités mandataires d'aide à domicile aux personnes âgées et handicapées, le 6 août 2012,  
SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

#### ARRETE

**Article 1er :** L'agrément de l'association Vivre Ensemble, sise 11 rue des tilleuls à Mercy-le-Bas, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 29 août 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association Vivre Ensemble est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Accompagnement des personnes âgées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'association Vivre Ensemble envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;

- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Arrêté SAP/487499279 du 10 août 2012 portant renouvellement de l'agrément d'un organisme de services à la personne à Seichamps**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et de R. 7232-1 à R. 7232-17 du code du travail,

VU le document d'instruction DGCIS n°1-2012 du 26 avril 2012 relatif à la déclaration et à l'agrément des organismes de services à la personne,

VU le cahier des charges de l'agrément qualité fixé par l'arrêté du 26 décembre 2011,

VU l'agrément qualité N° R/04-05-07/A/054/Q/034 délivré le 4 mai 2007 à l'association Assistance Vie À Domicile (AVAD), sise 17 avenue du général De Gaulle à Seichamps (54280),

VU la demande de renouvellement d'agrément reçue le 9 mai 2012,

VU l'arrêté n°2005-DISAS- 292- S.H.D. du Président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle autorisant la création du service prestataire d'aide à domicile de l'association AVAD, le 16 août 2005,

SUR proposition du Directeur de l'Unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,

**ARRETE**

**Article 1er :** L'agrément de l'association Assistance Vie À Domicile (AVAD), sise 17 avenue du général De Gaulle à Seichamps, est renouvelé pour une durée de cinq ans à compter du 4 mai 2012.

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions habituelles fixées par l'article R.7232-9 du code du travail, au plus tard, trois mois avant la fin de cet agrément.

**Article 2 :** L'association AVAD est agréée pour la fourniture de services à la personne dans le cadre suivant :

Activités :

- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Mode d'intervention : prestataire et mandataire.

**Article 3 :** Sous peine de retrait de cet agrément, si l'association AVAD envisage de fournir des services ou de fonctionner selon des modes d'intervention autres que ceux pour lesquels il est agréé ou de déployer ses activités sur un territoire autre que celui pour lequel il est agréé, il devra solliciter une modification préalable de son agrément. La demande devra préciser les modifications envisagées et les moyens nouveaux correspondants dans les conditions fixées par la réglementation.

L'ouverture d'un nouvel établissement ou d'un nouveau local d'accueil dans un département pour lequel il est agréé devra également faire l'objet d'un signalement préalable.

**Article 4 :** Le présent agrément pourra être retiré si l'organisme agréé :

- cesse de remplir les conditions ou de respecter les obligations mentionnées aux articles R.7232-4 à R.7232-10 du code du travail ;
- ne respecte pas les dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité au travail ;
- exerce d'autres activités ou sur d'autres territoires que ceux indiqués dans cet agrément ;
- ne transmet pas au préfet compétent avant la fin du premier semestre de l'année, le bilan qualitatif et quantitatif de l'activité exercée au titre de l'année écoulée.

**Article 5 :** Cet agrément n'ouvre pas droit aux avantages fiscaux et sociaux fixés par l'article L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale. Conformément à l'article L.7232-1-1 du code du travail, pour ouvrir droit à ces dispositions, l'organisme doit se déclarer et n'exercer que les activités déclarées, à l'exclusion de toute autre (ou tenir une comptabilité séparée pour les organismes dispensés de cette condition par l'article L.7232-1-2).

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine et le président du conseil général sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 août 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

---

**Récépissé de déclaration du 14 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistrée sous le N° SAP/382099265 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 3 mai 2012 par l'association Vivre Ensemble, sise 11 rue des tilleuls à Mercy-le-Bas (54960).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association Vivre Ensemble, sous le n° SAP/382099265,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : mandataire.

Les activités déclarées par l'association Vivre Ensemble sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Accompagnement des personnes âgées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 29 août 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 14 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle emploi,  
Raymond DAVID

---

**Récépissé de déclaration du 14 août 2012 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le N° SAP/487499279 et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),  
VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,  
VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,  
VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,  
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle n°12.BI.28 du 2 mai 2012 accordant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,  
VU l'arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Lorraine,  
Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

**C O N S T A T E,**

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 9 mai 2012 par l'association Assistance Vie A Domicile (AVAD), sise 17 avenue du général De Gaulle à Seichamps (54280).

Après réception du dossier, cette demande a été constatée complète et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'association AVAD, sous le n° SAP/487499279,

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire et mandataire.

Les activités déclarées par l'association AVAD sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage ;
- Travaux de petit bricolage dits « homme toutes mains » ;
- Garde d'enfants à domicile au-dessus d'un âge fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des services et du ministre chargé de la famille ;
- Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements ;
- Cours à domicile ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de courses à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;

- Assistance administrative à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou aux personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées ;
- Interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Accompagnement des personnes âgées ou handicapées dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- Garde malade à l'exclusion des soins ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives ;
- Aide à la mobilité et transport de personnes ayant des difficultés de déplacement.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale, à compter du 4 mai 2012.

Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-22 à R. 7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Vandœuvre, le 14 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle emploi,  
Raymond DAVID

#### Décision du 27 août 2012 portant refus d'inscription d'un organisme de services à la personne à Malzéville

VU la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

VU le décret n°2011-1132 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU le décret n°2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

VU les articles L. 7231-1 à 7233-9 du code du travail,

VU les articles D. 7231-1, et R. 7232-18 à R. 7232-24 du code du travail,

VU l'arrêté préfectoral n°12.BI.28 du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU l'arrêté n°21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine,

VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE de Lorraine le 15 août 2012 par Madame MAGRON Aurélie, auto-entrepreneur, responsable de l'entreprise individuelle AurelForm, numéro SIRET 75292175900011, sise rue Georges de la Salle – Parc de Libremont B-5 54220 MALZEVILLE,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et par délégation, le directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT,

Qu'au vu des éléments recueillis sur le site internet de l'entreprise individuelle MAGRON Aurélie, celle-ci ne respecte pas la condition d'activité exclusive en proposant ses activités en cours collectif ou individuel, (« horaires des cours de Zumba en salles des sports »). Or les activités de services à la personne « cours à domicile » doivent toujours être dispensées de manière individuelle ou dans le cadre familial, à domicile.

#### DECIDE

Le refus d'inscription en tant qu'organisme de services à la personne de Madame MAGRON Aurélie, responsable de l'entreprise individuelle AurelForm, numéro SIRET 75292175900011, sise rue Georges de la Salle – Parc de Libremont - B-5 - à 54220 MALZEVILLE.

Le présent refus sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Vandœuvre, le 27 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur du Travail,  
Responsable de l'unité territoriale de Meurthe-et-Moselle,  
Le responsable du pôle emploi,  
Raymond DAVID

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

### AGRICULTURE - FORET - CHASSE

#### Unité forêt chasse

#### Arrêté n° 337 du 24 juillet 2012 prononçant une distraction et une application du régime forestier sur le territoire communal de Bayonville-sur-Mad

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n°2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Bayonville-sur-Mad en date du 25 novembre 2011 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrée section A n°573, 574 et l'application du régime forestier à la parcelle cadastrée section A n°576 et section B n°477, 478, 479 territoire communal de Bayonville-sur-Mad ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 12/03/2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

#### ARRETE

**Article 1er** : Il est fait distraction du régime forestier les parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Bayonville-sur-Mad	Bayonville-sur-Mad	La petite montagne	A	573	0 ha 48 a 32
	Bayonville-sur-Mad	La petite montagne	A	574	0 ha 11 a 78
				Total	0 ha 60 a 10

**Article 2 :** Il sera fait application du régime forestier sur les parcelles ci-après à compter de la date de signature de l'échange :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Bayonville-sur-Mad	Bayonville-sur-Mad	La petite montagne	A	576	0 ha 85 a 62
		Goulainvaux	B	477	0 ha 02 a 00
		Goulainvaux	B	478	0 ha 01 a 60
		Goulainvaux	B	479	0 ha 01 a 80
				Total	0 ha 91 a 02

**Article 3 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée aux maires de Bayonville sur Mad et Arnaville.

Nancy, le 24 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Chef du service agriculture forêt chasse,  
Philippe SCHOTT

#### Arrêté n° 338 du 24 juillet 2012 prononçant une distraction du régime forestier sur le territoire communal de Benney

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n°2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la délibération 2011-05 du conseil de surveillance du CHU de Nancy et le courrier de la direction générale en date du 20 janvier 2012 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrale section A n° 163, territoire communal de Benney ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 04/06/2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

#### ARRETE

**Article 1er :** Il est fait distraction du régime forestier de la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
CHU de Nancy	Benney	Bois de l'hospice	A	163	1 ha 48 a 35
				Total	1 ha 48 a 35

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au maire de Benney et au directeur général du CHU de Nancy.

Nancy, le 24 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Chef du service agriculture forêt chasse,  
Philippe SCHOTT

#### Arrêté n° 339 du 24 juillet 2012 prononçant une distraction du régime forestier sur les territoires communaux de Lamath et Mont-sur-Meurthe

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Lamath en date du 07 juin 2012 demandant la distraction du régime forestier des parcelles cadastrées section ZA n° 2 et 10 territoire communal de Lamath et section AO n° 205, territoire communal de Mont sur Meurthe ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n°2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 07 juillet 2012.

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

#### ARRETE

**Article 1er :** Il est fait distraction du régime forestier des parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Lamath	Lamath	Patis Xaouis	ZA	2	1 ha 69 a 40
Commune de Lamath	Lamath	Patis Xaouis	ZA	10	0 ha 23 a 09
Commune de Lamath	Mont-sur-Meurthe	Patis Xaouis	AO	205	0 ha 47 a 13
				Total	2 ha 39 a 62



**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée aux maires de Lamath et Mont-sur-Meurthe.  
Nancy, le 24 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Chef du service agriculture forêt chasse,  
Philippe SCHOTT

#### Arrêté n° 340 du 24 juillet 2012 prononçant une distraction du régime forestier sur le territoire communal de Cirey-sur-Vezouze

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;  
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n°2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;  
VU la délibération du conseil de surveillance de l'Etablissement Public de Santé Intercommunal de Cirey-sur-Vezouze, en date du 15 mai 2012 demandant la distraction du régime forestier de la parcelle cadastrée section BL n° 01, territoire communal de Cirey-sur-Vezouze ;  
VU le plan des lieux ;  
VU l'avis du directeur de l'Agence de Meurthe-et-Moselle de l'Office national des forêts en date du 06 juillet 2012 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires,

#### ARRETE

**Article 1er :** Il est fait distraction du régime forestier des parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Etablissement Public de Santé Intercommunal de Cirey-sur-Vezouze	Cirey-sur-Vezouze	Le Patis	BL	1	0 ha 93 a 37
Total					0 ha 93 a 37

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à 3H Santé, Etablissement Intercommunal à Cirey sur Vezouze et au maire de Cirey sur Vezouze.  
Nancy, le 24 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Chef du service agriculture forêt chasse,  
Philippe SCHOTT

#### Arrêté n° 341 du 24 juillet 2012 prononçant une application du régime forestier sur le territoire communal de Saint-Maurice-aux-Forges

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier, et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;  
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU la délibération du conseil municipal de la commune de Saint Maurice aux Forges en date du 23 mars 2012 demandant l'application du régime forestier aux parcelles cadastrales B213, B236, B237 territoire communal de Saint Maurice aux Forges ;  
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n°2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;  
VU le plan des lieux ;  
VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 03 juillet 2012 ;  
SUR proposition du directeur départemental des territoires,

#### ARRETE

**Article 1er :** Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Saint-Maurice-aux-Forges	Saint-Maurice-aux-Forges	COTTAN	B	213	0 ha 37 a 00
Commune de Saint-Maurice-aux-Forges	Saint-Maurice-aux-Forges	SAUCY	B	236	0 ha 00 a 52
Commune de Saint-Maurice-aux-Forges	Saint-Maurice-aux-Forges	SAUCY	B	237	0 ha 34 a 56
Total					0 ha 72 a 08

**Article 2 :** Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Saint Maurice aux Forges.  
Nancy, le 24 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Chef du service agriculture forêt chasse,  
Philippe SCHOTT

**Arrêté n° 343 du 26 juillet 2012 prononçant une distraction et une application du régime forestier sur le territoire communal de Dombasle-sur-Meurthe**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n°2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de Dombasle-sur-Meurthe en date du 12 avril 2011 demandant la distraction du régime forestier d'une partie des parcelles cadastrales 1692, 1736, 1738 et de la totalité des parcelles cadastrales 1732, 1734 de la section D territoire communal de Dombasle et l'application du régime forestier à une partie des parcelles cadastrales 721, 722 de la section D du territoire communal de Dombasle ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts en date du 6 septembre 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

**ARRETE**

**Article 1er** : Il est fait distraction du régime forestier aux parcelles de terrains désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Dombasle-sur-Meurthe	Dombasle	Les grands pâtis	D	1692 partie	0 ha 16 a 37
		Les grands pâtis	D	1732	0 ha 01 a 06
		Les grands pâtis	D	1734	0 ha 21 a 35
		Les grands pâtis	D	1736 partie	0 ha 04 a 33
		Les grands pâtis	D	1738 partie	0 ha 26 a 61
				Total	0 ha 69 a 72

**Article 2** : Il est fait application du régime forestier aux parcelles désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Dombasle-sur-Meurthe	Dombasle	Les grands pâtis	D	721 partie	1 ha 40 a 39
		Les grands pâtis	D	722 partie	0 ha 02 a 25
				Total	1 ha 42 a 64

**Article 3** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Dombasle-sur-Meurthe.

Nancy, le 26 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Chef du service agriculture forêt chasse,  
Philippe SCHOTT

**Arrêté n° 345 du 30 juillet 2012 prononçant une distraction du régime forestier sur le territoire communal de Bionville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code forestier et notamment les articles L.211-1, L.214-3 et R.214-1 à R.214-8 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune d'Allarmont en date du 1<sup>er</sup> mars 2002 demandant la distraction du régime forestier des parcelles cadastrées section F 225 et F228 sur le territoire communal de Bionville ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRÉ, directeur départemental des territoires, et l'arrêté n°2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU le plan des lieux ;

VU l'avis favorable du chef du service forêt de l'agence de l'office national des forêts de St-Dié-des-Vosges en date du 27 février 2012.

SUR proposition du directeur départemental des territoires,

**ARRETE**

**Article 1er** : Il est fait distraction du régime forestier des parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune d'Allarmont	Bionville	Les Colins	F	225	0 ha 92 a 40
			F	228	2 ha 18 a 08
			Total		3 ha 10 a 48

**Article 2** : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de l'office national des forêts de Saint-Dié-des-Vosges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée aux maires de Bionville et d'Allarmont.

Nancy, le 30 juillet 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental,  
Le Chef du service agriculture forêt chasse,  
Philippe SCHOTT

## AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

**Arrêté n° 2012/DDT54/ADUR/006 du 9 août 2012 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation de la Mortagne sur la commune de Gerbéviller**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;  
VU l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2010 prescrivant un PPR inondation de la MORTAGNE sur la commune de GERBEVILLER ;  
VU l'avis favorable du conseil municipal de GERBEVILLER du 21 septembre 2011 ;  
VU l'avis favorable de la chambre d'agriculture du 21 octobre 2011 ;  
VU l'avis réputé favorable du centre régional de la propriété forestière ;  
VU le rapport et les conclusions motivées de monsieur le commissaire-enquêteur du 26 mars 2012 ;  
Vu le rapport de monsieur le directeur départemental des territoires ;  
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) d'inondation de la MORTAGNE sur le territoire de la commune de GERBEVILLER tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

- L'Est républicain

**Article 3** : Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune de GERBEVILLER. Il sera affiché pendant au moins un mois dans la mairie de cette commune et sera également publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

**Article 4** : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans la mairie de GERBEVILLER, à la direction départementale des territoires et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

**Article 5** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 6** : Les services de l'Etat et le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 9 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
Jean-François RAFFY

## ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

**Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-2012-0019 du 27 août 2012 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil n°1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;  
VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.541-2-1-II, concernant les déchets ultimes, et L.541-30-1, concernant les ISDI, ainsi que les articles R.541-65 à R.541-75 et les articles R.541-80 à R.541-82 ;  
VU le décret n°88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante ;  
VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;  
VU l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;  
VU l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes, modifié par celui du 12 mars 2012 interdisant l'amiante lié aux matériaux inertes dans les installations de stockage de déchets inertes ;  
VU la demande d'autorisation d'exploiter de monsieur Windel du 14 juin 2012, complétée le 20 juin 2012 ;  
VU le courrier du 27 juillet 2012 déclarant le dossier complet ;  
VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé Lorraine du 9 juillet 2012 ;  
VU le courrier du 20 juin 2012 demandant l'avis du maire de Messein ;  
VU le courrier du 24 juillet 2012 demandant l'avis du maire de Méréville ;  
VU l'avis du directeur départemental des territoires ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Monsieur Christian WINDEL, Rue Louis Marin - ZI Louis Pasteur - 54 230 NEUVES-MAISONS est autorisé à exploiter une installation de Stockage de Déchets Inertes, située à MESSEIN au lieu-dit « Grandes Saussaies » et « Grands Pâtis, dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes.

L'exploitation du site de l'installation est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, et notamment celle relative à l'eau et aux milieux aquatiques. En particulier, l'exploitant devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 16 août 2012 délivré au titre de la loi sur l'eau.

**Article 2** : La surface foncière affectée à l'installation est de 14 400 m<sup>2</sup>. Cette surface est située sur les parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Lieu-dit	Référence de la parcelle		Surface affectée à l'installation (m <sup>2</sup> )	Surface affectée au stockage de déchets (m <sup>2</sup> )
		Section	Numéro		
MESSEIN	Grands Pâtis	AK	187	10 638 m <sup>2</sup>	725 m <sup>2</sup>
			201	13 153 m <sup>2</sup>	295 m <sup>2</sup>
	Grandes Saussaies	AK	101	6 210 m <sup>2</sup>	28 m <sup>2</sup>
			142	123 660 m <sup>2</sup>	13 352 m <sup>2</sup>

**Article 3** : L'exploitation est autorisée pour une durée de 1 an à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 4** : La capacité totale de stockage est limitée à : 73 000 tonnes

**Article 5 :** Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- au maire de MESSEIN,
- au pétitionnaire.

Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie de Messein. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

**Article 6 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANCY dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 27 août 2012

Le Chef du Service Environnement - Eau - Biodiversité,  
Jean-Luc JANEL

## ANNEXE I

### Titre I - Dispositions générales

#### 1.1. - Définitions

Pour l'application des dispositions du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

**Déchets inertes :** déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

**Installation de stockage de déchets inertes :** installation d'élimination de déchets inertes par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre, y compris un site utilisé pour stocker temporairement des déchets inertes, à l'exclusion de ceux où les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent, ou entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif.

**Installation interne de stockage :** installation exploitée par un producteur de déchets pour ses propres déchets sur son site de production.

**Installation collective de stockage :** installation qui reçoit les déchets de plusieurs producteurs de déchets.

**Exploitant :** personne physique ou morale responsable de l'installation de stockage.

**Eluat :** solution obtenue lors de tests de lixiviation réalisés en laboratoire.

#### 1.2. - Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions fixées en annexe I du présent arrêté, sans préjudice des réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

#### 1.3. - Dangers ou nuisances non prévenues

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet.

#### 1.4. - Accidents – Incidents

L'exploitant déclare au préfet les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature, par leurs conséquences directes ou leurs développements prévisibles, de porter atteinte aux intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement. En cas d'accident, l'exploitant indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Il transmet au préfet un rapport d'incident ou d'accident, dans un délai de 15 jours après l'incident ou l'accident. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les effets constatés ou possibles à long terme sur les intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident ou accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

1.5. - Contrôles et analyses, inopiné ou non  
Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, le préfet peut demander la réalisation de contrôles spécifiques, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations et plus largement de mesures dans l'environnement.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme tiers choisi préalablement par l'exploitant à cet effet et soumis à l'approbation du préfet.

Tous les frais engagés lors de ces contrôles, inopiné ou non, sont supportés par l'exploitant.

#### 1.6. - Consignes

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'autorité compétente en matière de police, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être, y compris en cas de sous-traitance.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de dysfonctionnement et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

### Titre II - Aménagement de l'installation

#### 2.1. - Identification

A proximité immédiate de l'entrée principale de l'établissement est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- l'identification de l'installation ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.

#### 2.2. - Accès à l'installation

L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site de la manière suivante :

- l'installation est entourée d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres)

Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Son accès est interdit à toute personne étrangère à l'exploitation. Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel, notamment pour faciliter l'intervention des services de secours et d'incendie en cas de sinistre.

En cas de gardiennage des installations, l'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le personnel de gardiennage formé aux risques générés par l'installation.

#### 2.3. - Moyens de pesée

Sans objet

#### 2.4. - Moyens de communication

L'établissement est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

## 2.5. - Trafic interne

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

La vitesse de circulation des véhicules à l'intérieur de l'établissement est limitée à 40 km/h.

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

## 2.6. - Conformité de l'exploitation

En raison de l'objet du projet (éradication de la jussie, plante invasive) et du contrôle régulier par les services de la DDT et de l'ONEMA, l'exploitant est autorisé à démarrer le remblaiement.

### Titre III - Conditions d'admission des déchets

#### 3.1. - Déchets admissibles

La liste des déchets inertes admis sur le site figure en annexe II du présent arrêté.

Tout déchet inerte recyclable doit être recyclé.

#### 3.2. - Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

#### 3.3. - Déchets interdits

Sont interdits :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

#### 3.4. - Document préalable à l'admission

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- les quantités de déchets concernées.

Le cas échéant, sont annexés à ce document :

- les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au point 3.5 ;
- les résultats du test de détection de goudron mentionné au point 3.6 ;
- le bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ;
- les documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est de un an.

Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

#### 3.5. - Procédure d'acceptation préalable. Pour mémoire.

Tout déchet inerte non visé par la liste de l'annexe II du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation, doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ce déchet dans l'installation.

Cette acceptation préalable contient *a minima* une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe III du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Les déchets ne respectant pas les critères définis en annexe III ne peuvent pas être admis.

#### 3.6. - Déchets d'enrobés bitumineux

Les déchets d'enrobés bitumineux, relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement, même ne contenant pas de goudron, ne sont pas autorisés en stockage sur le site..

#### 3.7. - Contrôle lors de l'admission des déchets

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, du bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ou des documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé. S'il s'agit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le mesurage mentionné au point 6.2 et les contrôles mentionnés au point 6.4 sont également réalisés.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalaie des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

#### 3.8. - Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés *a minima* :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'accusé réception.

En cas de refus, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus :

- les caractéristiques et les quantités de déchets refusées ;
- l'origine des déchets ;
- le motif de refus d'admission ;
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

#### 3.9. - Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, mentionné au point 3.8, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

S'il s'agit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le registre contient en outre les éléments mentionnés au point 6.7.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement.

#### Titre IV - Règles d'exploitation du site

##### 4.1. - Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
35 dB(A) < Bruit ambiant ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Bruit ambiant > 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux admissibles en limites de propriété ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents ou d'accidents.

##### 4.2. - Brûlage de déchets

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

##### 4.3. - Propreté

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, et veille à ce que les véhicules en sortant ne puissent pas conduire au dépôt de déchets ou de boues sur les voies publiques d'accès au site.

Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.

Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les nuisances pouvant résulter de l'installation, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

##### 4.4. - Progression de l'exploitation

La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Le phasage est prévu au dossier.

##### 4.5. - Plan d'exploitation

L'exploitant établit et tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont stockés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés.

##### 4.6. - Déclaration annuelle

L'exploitant déclare chaque année les données ci-après :

- les quantités admises de déchets, en dissociant les quantités en provenance du département et celles d'autres provenances géographiques ;

- la capacité de stockage restante pour les déchets inertes et, le cas échéant, les déchets d'amiante lié, au terme de l'année de référence.

L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'installation.

Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

La déclaration est effectuée, selon le modèle figurant en annexe IV du présent arrêté, et est adressée au préfet.

L'exploitant effectue cette déclaration, pour ce qui concerne les données d'une année, avant le 15 mars de l'année suivante.

#### Titre V - Réaménagement du site après exploitation

##### 5.1. - Couverture finale

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage indiqué au point 4.4. Son modèle permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.

La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture est précisée dans le plan d'exploitation du site.

L'exploitant tient à la disposition du préfet, les justificatifs de la conformité de la couverture mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation.

##### 5.2. - Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.

##### 5.3. - Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site, et, le cas échéant, l'emplacement des alvéoles dans lesquelles des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés. Dans ce dernier cas, l'exploitant précise les mesures prises pour garantir l'intégrité de leur stockage et leur confinement et pour prévenir toute exposition future des riverains aux déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et notamment les restrictions d'usage du site.

Une copie de ce plan du site est transmise au maire de MESSEIN.

## ANNEXE II

**Liste des déchets admissibles dans l'installation de stockage  
sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5**

CODE DECHET (*)	DESCRIPTION (*)	RESTRICTIONS
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
(*) Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement.		

Les matériaux suivants sont interdits sur le site :

- Tous matériaux pouvant nuire à la qualité de l'eau,
- Les matériaux provenant d'une activité industrielle,
- Les terres et, cailloux suspects ou considérés pollués à l'occasion de leur réception sur le site,
- Les déchets industriels spéciaux,
- Les déchets dangereux et non-dangereux, les terres et cailloux contenant des substances dangereuses,
- Les briques réfractaires,
- Les déchets industriels banals,
- Les matériaux putrescibles et fermentescibles telles que bois, papiers, cartons, déchets verts, ordures ménagères, terre végétale, tourbe,
- Les matières synthétiques telles que caoutchouc, plastiques résines et métaux, quels qu'ils soient,
- Les matériaux solubles tels que les plâtres,
- Les enrobés et produits bitumineux, goudrons, asphalte, y compris ceux résultant du démantèlement des chaussées de route,
- Les déchets susceptibles de s'enflammer et les explosifs,
- Les effluents, produits de vidange, boues ne résultant pas du criblage mécanique des matériaux extraits du site lui-même,
- Tous matériaux contenant de l'amiante.

## ANNEXE III

**Critères à respecter pour l'admission de déchets inertes soumis  
à la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 pour mémoire**

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Chlorure (***)	800
Fluorure	10
Sulfate (***)	1 000 (*)
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (**)	500
FS (fraction soluble) (***)	4 000

(\*) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l à un *ratio* L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un *ratio* L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(\*\*) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(\*\*\*) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

## ANNEXE IV

## Modèle de déclaration annuelle prévue au point 4.6

Nom de l'exploitant	
Adresse du siège social	
Nom de l'installation	
Nom du propriétaire de l'installation	
Adresse du site de l'installation	
N° SIRET	
Code APE	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux déchets de déconstruction contenant de l'amiante (en tonnes)	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux autres déchets inertes (en tonnes)	
Année concernée par la déclaration	
Eléments d'information sur l'exploitation de l'installation de stockage pendant l'année écoulée :	

LIBELLE ET CODE DU DECHET (Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement)		QUANTITE ADMISE <sup>(*)</sup> exprimée en tonnes	
CODE	LIBELLE	Déchets originaires du département où est localisée l'installation	Déchets originaires d'autres provenances géographiques

(\*) La quantité admise, exprimée en tonnes, est celle mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume des chargements admis pendant la période de référence, en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets.

Nancy, le 27 août 2012

Le Chef du Service Environnement - Eau - Biodiversité,  
Jean-Luc JANEL

**Arrêté n° 2012/020 du 21 août 2012 autorisant le tir du Grand Cormoran (*Phalacrocorax carbo sinensis*) et définissant les modalités de régulation pour la campagne 2012/2013**

Le Préfet de Meurthe-et- Moselle,

VU la directive n° 79-409/CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;  
 VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 411-1, L. 411-2, L. 431-6 et R. 411-1 à R. 411-14 ;  
 VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;  
 VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;  
 VU l'avis du Conseil national de la protection de la nature en date du 24 juillet 2012 ;  
 VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2010 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*Phalacrocorax carbo sinensis*) ;  
 VU l'arrêté du NOR : DEVL1230685A du 2 août 2012 fixant les quotas départementaux dans les limites desquels des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant les grands cormorans (*Phalacrocorax carbo sinensis*) pour la période 2012-2013 ;  
 VU l'arrêté n°2011/DDT/SG/010 du 2 novembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;



CONSIDERANT qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au Grand cormoran sur les piscicultures extensives en étangs ;  
CONSIDERANT les risques présentés par la prédation du Grand cormoran pour les populations de poissons menacés ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

#### ARRETE

**Article 1er** - Des autorisations individuelles de tir du Grand cormoran peuvent être délivrées en Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2012-2013 :

- au titre de la protection des intérêts économiques des propriétaires et exploitants d'étangs de pisciculture extensive : dans la zone de piscicultures extensives en étang et dans la zone des eaux libres périphériques (cf. annexe 1),
- au titre de la protection d'espèces de poissons menacées sur les zones de régulation délimitées à cette effet (cf annexe 1) ;

**Article 2** - Les prélèvements seront effectués dans la limite des quotas départementaux fixés annuellement par arrêté ministériel.

Deux types de quotas sont applicables.

- pour la prévention des dégâts aux piscicultures extensives en étangs et leur eaux libres périphériques : 700 oiseaux,
- pour la protection d'espèces de poissons menacées : 100 oiseaux.

Au cas où l'un de ces quotas ne serait pas atteint, un arrêté préfectoral complémentaire pourra augmenter le quota atteint par tout ou partie du solde du quota non atteint.

Les autorisations de tir peuvent être retirées lorsque les quotas départementaux sont atteints.

**Article 3** - Le chef du Service Environnement – Eau – Biodiversité est chargé de la coordination et du suivi des opérations de tir, dans le respect des quotas départementaux.

#### I - Dispositions communes

**Article 4** - Le tir est autorisé, de jour (soit de 1 h avant le lever du soleil à NANCY jusqu'à 1h après son coucher), de l'ouverture de la chasse pour l'ensemble des espèces de gibier d'eau dans le département jusqu'au dernier jour de février 2013.

Toutefois :

- le tir est suspendu les jours de comptage du grand cormoran ou des autres oiseaux d'eau :

\* Le jeudi 15 novembre 2012

\* Le vendredi 14 décembre 2012

\* Le mardi 15 janvier 2013

\* Le vendredi 15 février 2013

- le tir est interdit :

\* sur les dortoirs accueillant d'autres espèces d'oiseaux protégés que le cormoran (hérons notamment),

\* en période de fermeture de la chasse du gibier d'eau dans les zones de nidification des oiseaux d'eau.

- dans les réserves de chasse et de faune sauvage du domaine public fluvial, le tir ne pourra être pratiqué que par l'Association départementale des chasseurs de gibier d'eau, encadrée par les agents de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage.

Dans les autres réserves de chasse et de faune sauvage, le tir ne pourra être pratiqué que par les agents de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) et les lieutenants de louveterie.

- en cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, l'article 13 fixe les conditions de prolongation de la durée de l'autorisation de tir.

**Article 5** - Le tir aura lieu à 100 m maximum des rives des étangs ou des cours d'eau, sous réserve du droit des détenteurs de droit de chasse voisins.

**Article 6** - Les tireurs doivent respecter les règles de la police de la chasse et être porteurs de leur permis de chasser visé et validé, ainsi que de leur autorisation préfectorale individuelle, qui devra être présentée à toute réquisition des services de contrôle.

Cette autorisation pourra être retirée en cas de non respect des conditions imposées pour son utilisation.

**Article 7** - Afin d'assurer le suivi et la coordination des opérations de tir tout cormoran abattu devra être signalé dans les 24 h directement par le tireur

- au service Environnement – Eau – Biodiversité de la DDT de Meurthe-et-Moselle

Tél : 03.83.37.71.38

Mél : [ddt-eeb@meurthe-et-moselle.gouv.fr](mailto:ddt-eeb@meurthe-et-moselle.gouv.fr)

Adresse : CO n°60025 54035 NANCY Cedex

Les oiseaux abattus porteurs d'une bague seront impérativement remis entiers dans les 24 heures à l'agent de l'ONCFS responsable du secteur. L'autorisation de destruction vaut autorisation de transport par le tireur pour les oiseaux bagués.

Les autres oiseaux abattus seront enfouis sur place.

**Article 8** - A l'expiration de la période d'autorisation de tir, un compte-rendu des opérations de destruction (établi selon le modèle en annexe 3) sera adressé dans les 15 jours par le bénéficiaire au service Environnement – Eau – Biodiversité de la DDT.

**Article 9** - Le respect des dispositions du présent arrêté conditionne l'octroi d'une autorisation individuelle pour l'année suivante.

#### II - Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs

**Article 10** - Sont considérés comme piscicultures en étang :

- les exploitations définies à l'article L. 431-6 du CE,
- les plans d'eau visés aux articles L. 431-4 et L. 431-7 dudit code, exploités pour la production de poissons.

**Article 11** - Sont autorisés à intervenir sur les étangs de pisciculture extensive le propriétaire ou l'exploitant de la pisciculture, et/ou les personnes qu'il aura désignées.

Dans la zone des eaux libres périphériques et sur la Chiers, l'Orne et leurs affluents, les autorisations de tir pourront être délivrées :

- sur le domaine public fluvial : aux détenteurs du droit de chasse du gibier d'eau et à leurs ayants-droits
- sur les autres cours d'eau : aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

**Article 12** - Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2).

**Article 13** - En cas d'opérations d'alevinage ou de vidange tardives sur des piscicultures extensives en étang, la durée de l'autorisation de tir peut être prolongée jusqu'à la fin des opérations, sans pouvoir dépasser le 30 avril.

Le tir est interdit sur les sites de nidification des oiseaux d'eau.

L'exploitant s'engage à ne réaliser aucun effarouchement sonore à l'aide de canons à gaz au cours du mois d'avril.

#### III - Opération pour la protection d'espèces de poissons menacées

**Article 14** - Sur les secteurs repérés à l'annexe 1 comme zone de régulation pour la protection des espèces menacées, les autorisations de tir pourront être délivrées aux propriétaires ou fermiers riverains, aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA), ainsi qu'aux personnes qu'ils désignent.

Cette procédure sera encadrée par des agents de l'ONCFS qui doivent impérativement être prévenus 24 heures préalablement à chaque opération de destruction, soit :

Par fax au : 03.83.73.24.74

Ou Par courriel : [sd54@oncfs.gouv.fr](mailto:sd54@oncfs.gouv.fr)

Les résultats de tir devront être communiqués au service Environnement – Eau – Biodiversité de la DDT de Meurthe-et-Moselle 24 heures après la fin de chaque opération.

**Article 15** - Les demandes d'autorisation de destruction seront formulées selon le modèle annexé au présent arrêté (Annexe 2 bis).

**Article 16** - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul, le directeur départemental des territoires, le colonel commandant du groupement de gendarmerie, le directeur départemental de la sécurité publique, les agents publics chargés de la police de la chasse et de la protection de la nature, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une ampliation sera adressée :

- au chef du service départemental de l'ONEMA
- au chef du service départemental de l'ONCFS
- au président de l'association départementale des lieutenants de louveterie
- au président de l'association départementale des chasseurs de gibier d'eau
- au président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique
- à la déléguée interrégionale de l'ONCFS
- au délégué interrégional de l'ONEMA
- au président de la fédération départementale des chasseurs
- à la directrice du service de la navigation du nord-est
- à la directrice de Voies navigables de France

Nancy, le 21 août 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du service Environnement-Eau Biodiversité  
de la Direction Départementale des Territoires,  
Jean-Luc JANEL

*Les annexes sont consultables au service environnement eau biodiversité de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle.*

#### RAPPEL

L'emploi de grenaille de plomb est interdit dans les zones humides  
(marais non asséchés, fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et nappes d'eau).

### **Arrêté n° 2012/021 du 29 août 2012 fixant la liste prévue au IV de l'article L 414-4 du code de l'environnement des documents de planification, programmes, projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, manifestations et interventions dans le milieu naturel ou le paysage soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages,

VU la directive 2009/147/CE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.414-4, R.414-19 et suivants,

VU le code forestier,

VU le code des collectivités territoriales,

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n°2011-966 du 16 août 2011 relatif au régime d'autorisation administrative propre à Natura 2000,

VU la consultation de l'instance de concertation élargie pour la gestion du réseau Natura 2000 du 22 février 2012,

VU l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites en date du 21 mars 2012,

VU l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel en date du 30 mars 2012,

VU l'accord du Général commandant la Région Terre Nord Est en date du 15 juin 2012,

CONSIDÉRANT que certains enjeux de conservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire concernent plus particulièrement les sites Natura 2000 désignés dans le département de Meurthe-et-Moselle,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

#### **ARRETE**

**Article 1er** : Le présent arrêté définit la liste des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions, ci-après désignés par le terme générique « activités », soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 conformément au IV de l'article L. 414-4 du Code de l'environnement dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Nonobstant les dispositions du présent arrêté, toute activité susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 peut faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 sur décision motivée du Préfet, dans les conditions prévues à l'article L. 414-4 IV bis du Code de l'Environnement.

**Article 2** : Sont soumis à évaluation des incidences Natura 2000 au titre du présent arrêté :

N° item	Documents de planification, programmes ou projets, manifestations et interventions	SEUILS ET RESTRICTIONS
1	Création de voie forestière.	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site Natura 2000 pour des voies permettant le passage de camions grumiers.
4	Création de place de dépôt de bois.	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site Natura 2000 pour les places de dépôt nécessitant une stabilisation du sol.
6	Premiers boisements.	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site Natura 2000, au-dessus d'une superficie de boisement ou de plantation de 0,5 ha.
7	Retournement de prairies permanentes ou temporaires de plus de cinq ans ou de landes.	Pour la partie de la réalisation prévue à l'intérieur d'un site Natura 2000, hors l'entretien nécessaire au maintien de la prairie ou de la lande.
18	Impacts sur le milieu aquatique ou la sécurité publique : 3.2.3.0. Création de plans d'eau, permanents ou non.	Superficie du plan d'eau étant supérieure à 0,05 ha.
21	Impacts sur le milieu aquatique ou la sécurité publique : 3.3.1.0. Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais.	Zone asséchée ou mise en eau d'une surface supérieure à 0,01 ha pour la partie de la réalisation prévue à l'intérieur d'un site Natura 2000.

22	Impacts sur le milieu aquatique ou la sécurité publique : 3.3.2.0. Réalisation de réseaux de drainage.	Drainage d'une superficie supérieure à 1 ha pour la partie de la réalisation prévue à l'intérieur d'un site Natura 2000 ou lorsque le point de rejet se situe en site Natura 2000.
25	Défrichement dans un massif boisé dont la superficie est comprise entre 0,01 ha et le seuil mentionné au 1° de l'article L. 311-2 du code forestier.	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site Natura 2000.
26	Travaux d'entretien, de réparation ou de renforcement de la structure des ponts et viaducs ainsi que les travaux dans les tunnels ferroviaires non circulés.	Hors l'entretien courant et lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site Natura 2000.
27	Travaux ou aménagements sur des parois rocheuses ou des cavités souterraines.	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site Natura 2000.
29	Arrachage de haies.	Lorsque la réalisation est prévue à l'intérieur d'un site Natura 2000 et dans les zones non urbanisées définies à l'article 3 du présent arrêté.
35	Création de chemin ou sentier pédestre, équestre ou cycliste.	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site Natura 2000.

Des précisions sur le champ d'application des items et des éléments de définition figurent à l'annexe 1 du présent arrêté.

**Article 3 :** Au sens de présent arrêté, les zones dites non urbanisées sont définies comme suit :

- les zones classées N ou A d'un PLU ( articles R 123-4 à R 123-8 du code de l'urbanisme),
- les zones qui ne sont pas classées constructibles dans une carte communale (article L 124-2 du code de l'urbanisme),
- les zones qui ne sont actuellement pas urbanisées au sens de l'article L 111-1-2 du code de l'urbanisme.

**Article 4 :** Le présent arrêté entrera en vigueur 2 mois après sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dans au moins un journal régional ou local diffusé dans tout le département.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 7 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, le Directeur Départemental des Territoires, la Directrice Départementale de la Protection des Populations, le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale, le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, le Directeur Régional des Affaires Culturelles et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 29 août 2012

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

#### ANNEXE 1

Nota : De manière générale, ne sont pas visées les opérations qui ne relèvent pas directement de la responsabilité du propriétaire ou utilisateur comme par exemple la destruction d'un bosquet par une tempête, le retournement d'une partie d'une prairie par des sangliers...

N° item	Documents de planification, programmes ou projets, manifestations et interventions	Précisions : Champs d'application et éléments de définition
1	Création de voie forestière.	Cet item vise la création des voies pérennes en forêt. Les dessertes pour le débardage comme l'amélioration de la voirie existante sont donc exclues du champ d'application. Sur ce dernier point, la création d'une aire de retournement sur une voie existante est considérée comme exclue du champ d'application.
4	Création de place de dépôt de bois.	Ne sont pas visés, par exemple, les simples dépôts temporaires de grumes sur le sol en bord de chemin qui ont un impact localisé et réversible.
6	Premiers boisements.	Les plantations de taillis à courte rotation sont également visées par la notion de premier boisement.
7	Retournement de prairies permanentes ou temporaires de plus de cinq ans ou de landes.	Les formations steppiques, estives, alpages, landes et parcours entrent dans la définition des « prairies » et « landes ». « L'entretien nécessaire au maintien de la prairie » ne peut être compris que comme un travail superficiel du sol ou un entretien traditionnel ayant démontré son intérêt pour le maintien des prairies et landes. L'usage de techniques de travail du sol qui déstructurent la partie visible de celui-ci, notamment par nivellement (sur solage), utilisation de « casse-cailloux », ne peut donc être compris comme étant un entretien nécessaire. Par exception, la remise en état d'une prairie après destruction partielle par des ravageurs (sangliers, hannetons...) n'est pas visée. La préfecture doit cependant être informée des opérations de remise en état avant leur réalisation.
18	Impacts sur le milieu aquatique ou la sécurité publique : 3.2.3.0. Création de plans d'eau, permanents ou non.	Si les références de la nomenclature des IOTA sont reprises pour les items 18, 21 et 22, il ne s'agit pas d'un nouveau seuil de déclaration « loi sur l'eau » mais bien d'une évaluation portant exclusivement sur les habitats et espèces ayant justifié la désignation du ou des sites concernés par le projet envisagé. La doctrine d'application de la nomenclature « loi sur l'eau » sera utilisée pour caractériser les projets.
21	Impacts sur le milieu aquatique ou la sécurité publique : 3.3.1.0. Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais.	
22	Impacts sur le milieu aquatique ou la sécurité publique : 3.3.2.0. Réalisation de réseaux de drainage.	

25	Défrichement dans un massif boisé dont la superficie est comprise entre 0,01 ha et le seuil mentionné au 1° de l'article L. 311-2 du code forestier.	Superficie comprise entre 0,01 ha et 4 ha. Concerne uniquement des parcelles considérées comme boisées au sens du code forestier.
26	Travaux d'entretien, de réparation ou de renforcement de la structure des ponts et viaducs ainsi que les travaux dans les tunnels ferroviaires non circulés.	S'agissant des ponts et viaducs, les interventions visées sont les gros travaux d'entretien dits spécialisés ; l'entretien courant comprend principalement le nettoyage des sommiers d'appui, des dispositifs d'écoulement des eaux, des joints de chaussée, des trottoirs, le maintien en état des dispositifs de retenue et l'élimination de la végétation Pour les tunnels ferroviaires non circulés, toute intervention est visée.
27	Travaux ou aménagements sur des parois rocheuses ou des cavités souterraines.	Les équipements spécifiques indispensables à la progression et à la sécurité du grimpeur ou du spéléologue n'entrent pas dans le champ d'application visé, dès lors qu'ils sont temporaires ou réversibles.
29	Arrachage de haies.	L'arrachage doit être interprétée comme l'opération conduisant à la destruction d'une haie. Au titre du présent arrêté on entend par haies : les alignements d'arbres d'une largeur inférieure à 10 m et d'une longueur supérieure à 20 m. L'alignement peut être continu ou discontinu. Les alignements composés strictement d'arbres de hautes tiges ne sont pas visés. Les haies d'ornement entourant les habitations ne sont pas visées.
35	Création de chemin ou sentier pédestre, équestre ou cycliste.	Cet item ne vise pas l'aménagement de sentiers existants (balisage, bornage) mais bien leur création ex nihilo.

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

### SECRETARIAT DE DIRECTION

#### Ordonnateur secondaire - Subdélégation de signature du 27 août 2012

Le Directeur par intérim de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;  
 VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;  
 VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;  
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans la région et dans les départements ;  
 VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;  
 VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés ;  
 VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;  
 VU le décret du président de la République du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports ;  
 VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;  
 VU les arrêtés interministériels des 23 mars 1994 et 7 janvier 2003, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;  
 VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2012 portant nomination de M. Pierre-Yves BOIFFIN dans les fonctions de directeur par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;  
 VU l'arrêté préfectoral n° 12 OSD 04 du 22 août 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, et notamment son article 4 ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Délégation est donnée à :

- Mme REVERRE-GUEPRATTE Stéphanne, Inspectrice principale de l'action sanitaire et sociale,
- M. FERRE Olivier, Inspecteur de la jeunesse et des sports,
- M. NEGRO Yann, Attaché principal de préfecture,
- Mme REGNIER Agnès, Secrétaire administrative du ministère chargé des affaires sociales,

à l'effet de signer tous documents relatifs, d'une part à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'Etat, et d'autre part, à la liquidation et à l'émission des titres de recettes de l'Etat imputées au titre des programmes suivants :

Programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française"

Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"

Programme 109 "Aide à l'accès au logement"

Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative"

Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre de logement"

Programme 137 "Egalité entre les hommes et les femmes"

Programme 147 "Politique de la ville"  
Programme 157 "Handicap et dépendance"  
Programme 163 "Jeunesse et vie associative"  
Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"  
Programme 183 "Protection maladie" Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"  
Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer"  
Programme 219 "Sport"  
Programme 303 "Immigration et asile"  
Programme 304 "Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales"  
Programme 333 "Moyens mutualisés des administrations déconcentrées" – Action 1

**Article 2 :** La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de M. le directeur départemental des finances publiques, qui restent soumis à la signature de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

**Article 3 :** La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de M. le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur régional des finances publiques de Moselle, qui en recevront un exemplaire comportant les spécimens de signature.

**Article 4 :** M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur par intérim de la direction départementale de la cohésion sociale, Mme REVERRE-GUEPRATTE Stéphanne, M. FERRE Olivier, M. NEGRO Yann, , Mme REGNIER Agnès, M. le directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, M. le directeur régional des finances publiques de Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 août 2012

Le Directeur par intérim,  
Pierre-Yves BOIFFIN

Les bénéficiaires de la délégation :

- REVERRE-GUEPRATTE Stéphanne, FERRE Olivier, NEGRO Yann, REGNIER Agnès

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

### Arrêté n° 12-DDPP-98 de mise sous surveillance d'un chien éventuellement contaminé de rage en date du 5 septembre 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural et de la pêche maritime le titre II du livre II, notamment l'article R 223-34 relatif à la lutte contre la rage ;  
VU l'arrêté ministériel du 09 août 2011 complétant les dispositions de l'article R. 223-25 du code rural et de la pêche maritime relatif à la lutte contre la rage ;  
VU l'arrêté ministériel du 09 août 2011 relatif à la conservation d'animaux contaminés par la rage ;  
VU l'arrêté préfectoral N°11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, directrice départementale de la protection des populations ;  
VU la déclaration effectuée par courrier électronique par le Docteur MEYER Vétérinaire-sanitaire à PIENNES en date du 1er septembre 2012 ;  
CONSIDERANT le contact du chien prénommé GYBS non vacciné contre la rage avec un renard intervenu le 29 août 2012 dans les bois de PIENNES (54490) ;  
CONSIDERANT que la période d'incubation de la rage est fixée à 6 mois par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) ;  
SUR proposition de Madame la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

**Article 1er :** Le chien de type berger belge mâle né le 18/07/2011 identifié sous le numéro: 250 268 720 087 555, non vacciné contre la rage, prénommé GYBS, appartenant à Monsieur AUBRION Bernard, domicilié 1 rue Louise Michel à PIENNES 54490, est placée sous la surveillance du cabinet vétérinaire SCP Vétérinaire Vintache, vétérinaires sanitaires à PIENNES 54490, pendant une durée de six mois, aux frais de son propriétaire.

**Article 2 :** La mise sous surveillance de ce chien entraîne l'application immédiate des mesures suivantes :

1. L'engagement écrit du propriétaire, adressé à la directrice départementale de la protection des populations de Meurthe-et-Moselle avant le 15 septembre 2012, de ne pas se dessaisir de l'animal avant l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.
2. Le placement du chien « GYBS » sous la surveillance du Docteur MEYER vétérinaire sanitaire au cabinet SCP Vintache pendant six mois, avec obligation de faire réaliser un examen clinique par le vétérinaire sanitaire à l'issue des 1er, 2ème, 3ème et 6ème mois suivant le contact.
3. L'interdiction de vacciner l'animal contre la rage pendant la période de surveillance.
4. L'interdiction de cession de l'animal pendant un délai supplémentaire de six mois à compter de la levée du présent arrêté.
5. L'obligation, pendant les douze mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté préfectoral de mise sous surveillance, en cas d'apparition d'un signe quelconque de maladie ou de mort de l'animal, quelle qu'en soit la cause, de présenter sans délai de l'animal ou de son cadavre au vétérinaire sanitaire sous la surveillance duquel il a été placé. Sa disparition doit, de même être immédiatement signalée.
6. L'interdiction, pendant les douze mois suivant le début de la mise sous surveillance, de faire sortir le chien du territoire métropolitain de la France.

**Article 3 :** Indépendamment des poursuites qui pourraient être engagées sur le fondement des articles L.228-3 et R.228-6 du code rural et de la pêche maritime, si l'animal présente un danger pour les personnes ou si les circonstances locales ne permettent pas la mise en œuvre effective et immédiate des mesures prescrites par le présent arrêté, l'animal pourra être euthanasié, conformément à l'article R.223-34 du code rural et de la pêche maritime.

**Article 4 :** L'arrêté préfectoral de mise sous surveillance sera levé à l'issue du 6ème mois suivant le contact si aucun symptôme de rage n'a été constaté.

M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, Mme la directrice départementale de la protection des populations et M. le Dr MEYER, vétérinaire sanitaire à PIENNES sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Malzéville, le 5 septembre 2012

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale de la Protection des Populations et par délégation,  
Le chef de service,  
Dr Eric MOGET

#### VOIES ET DELAIS DE RECOURS :

*Si vous voulez contester la présente décision, vous avez la possibilité de former dans un délai de deux mois à compter de sa notification un recours gracieux auprès de mes services. Ce recours devra être écrit, exposer vos arguments ou les faits nouveaux et comprendre copie de la décision. Vous serez en droit de considérer que cette demande est rejetée si aucune décision expresse ne vous a été notifiée dans un délai de deux mois.*

*Vous pouvez aussi contester la légalité de la présente décision devant le tribunal administratif, par un écrit contenant l'exposé des faits et des arguments juridiques précis que vous invoquez, ainsi qu'une copie de la décision contestée. Ce recours juridictionnel, comme les recours visés ci-dessus, n'aura pas d'effet suspensif et devra être enregistré au greffe de la juridiction compétente au plus tard avant l'expiration du deuxième mois suivant la date de notification de la présente décision.*

*En cas de recours gracieux, la saisine de la juridiction devra intervenir avant un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours. Pour calculer ce délai, il conviendra de tenir compte de la date de notification de la décision pour les rejets explicites.*

## AUTRES SERVICES

### CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

#### DIRECTION GENERALE

##### Délégation de signature du 20 août 2012

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur général, Président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,  
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,  
VU le décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du CHU de Nancy,

**Article 1er** : Donne délégation générale à M. Ahmed EL-BAHRI, Directeur adjoint, pour signer aux noms et place du Directeur Général, l'ordonnancement des dépenses et des recettes.

Donne délégation à M. Ahmed EL-BAHRI, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi direct par la Direction des Finances, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de cette dernière délégation ; elle est également communiquée au comptable de l'établissement.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ahmed EL-BAHRI pour l'exercice de ces délégations, la suppléance est assurée par M. Pascal TAFFUT, Directeur adjoint, par Mme Laurence TOURRE, Directrice adjointe, par Mme Geneviève LEFEBVRE, Directrice générale adjointe, dans le cadre de la délégation générale de signature dont elle bénéficie.

**Article 3** : La délégation générale d'ordonnancement est assortie de la mission de contrôle de la régularité des procédures de mandatement et d'une obligation de veiller à l'existence de crédits.

**Article 4** : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

**Article 5** : La présente délégation se substitue à la délégation du 9 Novembre 2011

Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 août 2012

Le Directeur général, Président du directoire,  
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation de signature :

- Ahmed EL-BAHRI, Directeur adjoint
- Pascal TAFFUT, Directeur adjoint
- Laurence TOURRE, Directeur adjoint
- Geneviève LEFEBVRE, Directrice générale adjointe

## MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY

### DIRECTION

##### Délégation de signature du 20 août 2012

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU et de la Maternité Régionale Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,  
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,  
VU l'arrêté de nomination en date 03 juillet 2012, nommant Monsieur Jérôme GOEMINNE, Directeur Adjoint de la Maternité Régionale à compter du 1er août 2012,  
VU l'arrêté de nomination en date du 7 février 2011, nommant Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe à compter du 1er avril 2011 au CHU de Nancy,  
VU la décision de nomination en date du 21 mai 2008, nommant Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur chef, à la Maternité Régionale de Nancy,  
VU la convention de direction commune entre le CHU et la Maternité Régionale Universitaire du 2 novembre 2010,

#### DECIDE

**Article 1er** : Délégation principale est donnée à Monsieur Jérôme GOEMINNE, Directeur Adjoint chargé de la Maternité Régionale Universitaire, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation ni d'objet, ni de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

**Article 2** : Délégation secondaire est donnée à Madame Clémence MAINPIN, Directrice Adjointe, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX et Monsieur Jérôme GOEMINNE pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire.

**Article 3** : Délégation est donnée à Monsieur Sylvain GROB, Ingénieur Chef, en l'absence de Monsieur Philippe VIGOUROUX, de Monsieur Jérôme GOEMINNE et Madame Clémence MAINPIN, pour signer l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions, documents budgétaires sans limitation de montant, rendus utiles et nécessaires pour assurer le fonctionnement et la continuité de l'établissement, y compris les documents à transmettre à l'autorité judiciaire, à l'exception des documents en relation avec ceux dont lui-même ou l'un des ses propres délégataires seraient déjà signataires (Mandatement de factures de travaux ou de commandes des Services techniques en particulier).

**Article 4** : Ces délégations principales et secondaires sont assorties de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires en vigueur,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés,
- de rendre compte des opérations effectuées au chef d'établissement.

**Article 5 :** Les titulaires de ces délégations ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leurs délégations et, sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

**Article 6 :** La présente délégation prend effet à compter du 20 août 2012.

**Article 7 :** Toute décision de délégation de signature antérieure à la présente, ayant le même objet, est rapportée.

Fait à Nancy, le 20 août 2012, en 4 exemplaires originaux

Le Directeur Général,  
Philippe VIGOUROUX

## **AVIS ET COMMUNICATIONS**

### **AUTRES SERVICES**

#### **CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**

##### **Avis de concours sur titres en vue de pourvoir un poste de préparateur en pharmacie hospitalière en date du 4 septembre 2012**

Référence : décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe-et-Moselle) en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie hospitalière.

##### **I – CONDITIONS D'INSCRIPTION**

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

##### **II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS**

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE  
Direction des Ressources Humaines  
6 Rue Girardet  
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- un justificatif de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date,
- le titre de formation mentionné à l'article L.4241-13 du code de la santé publique ou l'autorisation d'exercer la profession de préparateur en pharmacie hospitalière délivrée en application de l'article L.4241-14 du même code,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré en application de l'article 10 du décret du 19 avril 1988,
- pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives,
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus.

**DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :**  
1 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 4 septembre 2012

Le Directeur,  
J.M. LALLEMAND

